

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1743 – 14 décembre 2001 – prix : 9F

Vers une contagion des revendications sociales ?

**Si c'est
le moment,
allons-y !**

Dans les entreprises...

**Patrons
licencieurs, assez !**

pages 11 à 13



SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Le budget de l'Etat et ses vrais bénéficiaires
- 5 - Le vote du Budget et les députés du PCF
- 6 - Retraites: les patrons doivent payer
- 10 - Anciens combattants étrangers et discrimination sur les pensions
- 16 - L'affaire Elf et le pillage du Congo

Tribune

- 6 - Palestine: l'impasse du processus de paix et du nationalisme

Dans l'enseignement

- 7 - Journée de grève dans l'Education nationale

Dans le monde

- 8 - Afghanistan: « victoire » sanglante d'une sale guerre
- Irlande: nouveau drame de l'immigration
- 9 - Nigéria: choléra et charia
- Brésil: l'assassinat de Peter Blake

Dans les entreprises

- 10 - Flo Concess - Paris 9°
- 11 - Bata Moussey (Moselle)
- Tokheim Grentheville (Calvados)
- Kenzo
- 12 - Dans l'électroménager: - Ego production Saulny banlieue de Metz
- Scholtès Thionville (Moselle)
- Valéo Amiens
- 13 - La Poste Région parisienne
- Chèques postaux Orléans
- Renault Technocentre Guyancourt

Il y a 50 ans

- 14 - 1951, en Tchécoslovaquie, l'affaire Slansky

Lire

- 14 - La mort de Jean-Pierre Chabrol
- Les silences de la police de J.L. Einaudi et M. Rajsfus

Voir

- 15 - Histoires de vies brisées de Bertrand Tavernier
- Une projection de *Butin de guerre* de David Blainstein

Réunions publiques avec Arlette LAGUILLER

A MONTPELLIER

Vendredi 14 décembre à 19h
Salle Pelloutier
Maison des Syndicats
Avenue Léon-Blum, quartier Antigone
Tram, arrêt « Léon-Blum »

A BREST

Mardi 8 janvier

A LONGWY

Dimanche 13 janvier à 16h
Salle Edouard-Légras
Hôtel-de-Ville, Place Leclerc, Longwy-Bas

A HAGUENAU

Lundi 14 janvier à 20h
Salle de la Douane
16, place d'Armes

A SAINT-DIZIER

Mardi 15 janvier à 20h
Salle du Palace

A FORBACH

Mercredi 16 janvier à 18h30
Centre européen de Congrès
Le Burghof, 15, rue du Parc

A CHALON-SUR-SAÔNE

Jeudi 17 janvier à 20h30
Maison des syndicats
Place Mathias

A NEVERS

Vendredi 18 janvier à 20h30
Maison des Montots
Route de Marzy (face aux Impôts)

A BOURG-EN-BRESSE

Samedi 19 janvier
Salle du Vox
11, rue Paul-Pioda

A TOULON

Dimanche 20 janvier à 15h30
Palais des Congrès Neptune
Place de Besagne (près du centre Mayol)

A MAUBEUGE

Mardi 22 janvier à 20h
Salle des fêtes de Sous-le-Bois
Place de l'Industrie

■ A chaque réunion publique d'Arlette Laguiller, l'assistance est nombreuse. Plusieurs centaines de personnes attentives et chaleureuses viennent, dont de très nombreux jeunes. Le débat qui suit son intervention est, à chaque fois, animé.

Ainsi à Troyes (Aube), le 6 décembre, le débat traduisait les préoccupations qui sont celles de la population laborieuse. Le fond de scène qui préconisait d'« interdire les licenciements en prenant sur la fortune des actionnaires » suscita des demandes d'explications: un jeune le trouvait « simpliste » et préconisait, lui, la suppression de l'héritage et le plafonnement des revenus; un autre s'inquiétait des conséquences possibles sur la Bourse et sur l'économie. Alors qu'un travailleur plus âgé demandait à notre camarade de se prononcer sur les projets de réforme des retraites visant soit à faire travailler plus longtemps, soit à augmenter les cotisations ou à diminuer les pensions, un jeune en fin de droits s'indignait qu'il ne soit pas possible de toucher le RMI dès 21 ans, voire dès 18 ans.

A Clermont-Ferrand également, le 5 décembre, dans une salle comble et devant un public là encore attentif de familles ouvrières, de travailleurs proches du PCF et de la CGT, de jeunes étudiants et lycéens, les questions ont porté sur les bas



« Toujours le camp des travailleurs »

salaires et sur la condition ouvrière. A Saint-Brieuc, le 7 décembre, les limites de l'intervention des députées de Lutte Ouvrière au Parlement européen, la perspective de la construction à Chaulnes, dans la Somme, d'un troisième grand aéroport, ainsi que l'absence d'accord électoral avec la LCR, ont été parmi les thèmes abordés. Les problèmes de sécurité dans la société actuelle (Troyes); la position de Lutte Ouvrière à propos de la taxe Tobin (Clermont-Ferrand); et bien d'autres questions, nombreuses et variées, ont

alimenté les débats.

Lors de la réunion publique tenue à Metz le 9 décembre, Arlette Laguiller a exprimé son soutien aux travailleurs de l'usine Bata, « en lutte pour des indemnités plus conséquentes que les dérisoires indemnités légales », proposées par le patron de la première entreprise mondiale de chaussures qui, de surcroît, a touché 120 millions d'aides publiques! Au cours de cette réunion de Metz, notre camarade a également exprimé sa solidarité avec les travailleurs de Scholtès de Thionville, qui

sont en grève pour une augmentation de 1 000 francs pour tous. Après tout, a-t-elle affirmé, « les gendarmes viennent d'obtenir une augmentation du même montant. Tant mieux pour eux. Mais pourquoi pas les travailleurs les plus mal payés ? »

Bien des discussions se prolongent après la fin des meetings et certaines personnes manifestent leur volonté de maintenir le contact avec nos militants, témoignant de l'intérêt que nos interventions suscitent.

Et bien sûr, la campagne continue...

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13200 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recevoir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: _____
PRÉNOM: _____
ADRESSE: _____
CODE POSTAL et VILLE: _____
COMPLÉMENT D'ADRESSE: _____
Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: _____
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de: _____
Règlement: _____
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
- par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 10 décembre 2001

SI C'EST LE MOMENT, ALLONS-Y !

■ Après les concessions faites aux gendarmes dans le week-end des 8 et 9 décembre, la presse s'est inquiétée : et si cela donnait l'idée aux autres couches de salariés de revendiquer à leur tour ? Eh bien, ce serait une bonne chose.

Après les policiers, les gendarmes étaient mécontents, et sont descendus le dire dans la rue, au mépris des règlements, puisqu'en tant que militaires ils n'ont pas le droit de grève. Même s'ils ne comptent pas parmi les salariés les plus défavorisés, leurs revendications, comme celles des policiers, étaient au moins en bonne partie fondées, non seulement sur le plan salarial, mais également en ce qui concerne leur dotation en équipement, telle que gilets pare-balles ou micro-ordinateurs. C'est que le gouvernement préfère employer ses fonds à faire des cadeaux aux grandes sociétés et qu'il a, vis-à-vis de ses policiers et de ses gendarmes, à peine plus de considération que vis-à-vis de simples travailleurs, c'est-à-dire très peu. Espérons que policiers et gendarmes s'en souviendront le jour où on les enverra réprimer une manifestation ouvrière, ou déloger des travailleurs qui occupent leur entreprise.

Mais vis-à-vis de la police et de la gendarmerie, le gouvernement a cédé vite. C'est que ce sont deux rouages de l'appareil d'Etat qui grinçaient, et que les classes dominantes ont

absolument besoin de pouvoir compter sur cet appareil pour faire face à une éventuelle explosion sociale. Jospin a donc trouvé très vite de quoi donner en moyenne 12 000 F de plus par an à chaque gendarme, c'est-à-dire 1 000 F par mois.

L'autre aspect du problème qui inquiète la grande presse, c'est que si Jospin a cédé si vite, c'est sans doute aussi parce que nous sommes entrés de fait dans la campagne pour les élections présidentielle et législatives de 2002, et qu'il n'est pas bon, pour un candidat « probable » à l'Elysée, de laisser de telles manifestations se prolonger. Et les commentateurs de se demander si le fait d'avoir cédé si vite à la gendarmerie ne va pas entraîner des mouvements revendicatifs dans tout le secteur public, voire dans le privé.

Mais les gens qui posent le problème ainsi sont ceux qui se placent dans le camp du patronat. Car si les salariés, du privé comme du public, profitaient de cette période pré-électorale pour porter leurs problèmes sur la place publique, ils auraient bien raison. Depuis plus de quatre ans et demi que la gauche gouvernementale s'est fait élire avec les voix des travailleurs, qu'a-t-elle fait pour ceux-ci ? Le quotidien *Le Parisien* (Aujourd'hui) pouvait titrer le 10 décembre qu'il y avait « plus de six millions de pauvres en France » et que « 10 % des Français restent sous le seuil de la pauvreté », non seu-

lement des chômeurs, mais des travailleurs en activité, à cause de la précarité, des temps partiels imposés, des « petits boulots ». Quel bilan pour un gouvernement qui se prétend de gauche ! Depuis des mois, les plans sociaux (c'est-à-dire les plans de licenciements) succèdent aux suppressions d'emplois sans que le gouvernement fasse quoi que ce soit de concret pour s'y opposer (car ce n'est pas l'allongement des procédures, prévu par la loi de modernisation sociale, qui empêchera le grand patronat de licencier pour faire plus de profit). Et les salaires de tous les travailleurs qui ont eu la chance de conserver leur emploi perdent peu à peu leur pouvoir d'achat à cause de la hausse des prix.

Alors, si le gouvernement est plus sensible aux revendications sociales à l'approche des élections, tant mieux. Et profitons-en. Il n'y a pas de raison de laisser croire à Jospin qu'il peut mener la politique de la droite, et recueillir quand même l'assentiment des travailleurs. De toute manière, les 1 000 F de plus par mois que les gendarmes ont obtenus ne sont qu'une petite partie de ce qui manque sur la feuille de paie de la grande majorité des travailleurs. Et ce n'est qu'en montrant nous aussi, tous ensemble, notre détermination que nous pourrions avoir satisfaction.

Arlette LAGUILLER

LE BUDGET DE L'ÉTAT... ET SES VRAIS BÉNÉFICIAIRES

«La file s'étend au guichet Jospin», titrait le quotidien financier *La Tribune* du 11 décembre. «La fièvre revendicative s'étend», renchérisait un titre du *Figaro* du même jour.

En cédant une rallonge de deux milliards aux gendarmes, après avoir reculé devant les policiers, qui reviennent d'ailleurs à la charge, le gouvernement aurait ouvert la boîte de Pandore de «la litanie (des) chasseurs de prime (qui) s'apprêtent à s'engouffrer dans la brèche», écrit *La Tribune* dans son éditorial. Et tous les journaux de les énumérer : gendarmes, policiers, policiers municipaux, gardiens de prison, douaniers, enseignants, postiers, internes, médecins, infirmières, employés de banque... en soulignant qu'il s'agit, dans leur grande majorité, de catégories professionnelles qui relèvent du budget de la puissance publique et dont les revendications mettraient en péril l'équilibre budgétaire de l'Etat. La droite enfonce le clou et dénonce, à qui mieux-mieux, l'irresponsabilité du gouvernement Jospin qui, plutôt que de faire preuve de fermeté et de sens de l'Etat, puiserait dans la caisse pour ne pas arriver en trop mauvaise posture devant les électeurs.

Venant de la droite, cette présentation des choses est de bonne guerre pré-électorale et parfaitement hypocrite. Ainsi, le 12 décembre, certains journaux ont publié le coût des «actions extérieures de la France» pour 2001, autrement dit des inter-

ventions de l'armée hors des frontières. L'estimation (car l'addition pour l'Afghanistan n'est évidemment pas définitive) atteint déjà 3,3 milliards de francs. C'est, sur un an, bien plus que ce que le gouvernement prévoit de débiter sur plusieurs années pour les gendarmes et policiers réunis. Pourtant, cette dépense n'a fait l'objet d'aucun commentaire, et encore moins de critiques, de la part des hommes politiques ou des milieux d'affaires. Car ce qui inquiète, indigne ces gens-là, ce n'est pas ce que l'Etat dépense, c'est qu'il puisse, une fois n'est pas coutume, faire mine d'ouvrir un peu sa cassette à d'autres couches et catégories sociales que celles qui en profitent habituellement.

C'est d'ailleurs sur ce terrain-là, celui des intérêts des riches et des possédants, que se situe le gouvernement quand Peillon, son porte-parole, met en garde contre ce qu'il appelle les «égoïsmes corporatistes», au nom d'un prétendu «intérêt général», dont le gouvernement serait le garant. La semaine précédente, à l'Assemblée nationale, Fabius et la secrétaire d'Etat au Budget avaient déjà dit la même chose quand ils avaient affirmé que la rallonge accordée aux policiers serait financée «par des redéploiements budgétaires». Autrement dit, la «générosité», affichée, du gouvernement ne coûterait rien au Budget : on allait restreindre d'autres postes budgétaires.

Lesquels ? Le grand argen-

tier de Jospin n'a pas précisé en public, mais on peut lui faire confiance – si l'on peut dire : ce ne sont pas les habitués des largesses de l'Etat qui risquent de souffrir de ce «redéploiement». Toute la politique de ce gouvernement en témoigne : depuis quatre ans et demi, il n'a cessé d'arroser la bourgeoisie et le grand patronat d'aides, subventions, dégrèvements d'impôts en tout genre. La seule «grande mesure sociale» dont il se vante, la loi Aubry sur les 35 heures, se chiffre à plusieurs centaines de milliards de francs de cadeaux budgétaires directs au patronat (sans compter les avantages indirects que celui-ci

en retire avec l'annualisation du temps de travail, la légalisation d'une flexibilité accrue, etc.).

Ces sommes énormes ainsi soustraites au Budget – et qui ont donc diminué d'autant la capacité de l'Etat à financer des dépenses utiles à la collectivité, à commencer par les services publics –, personne parmi le personnel politique dirigeant, à droite comme à gauche, n'en fait grief au gouvernement. Pour les hommes politiques, ces mesures sont dans l'ordre des choses puisqu'elles confortent un ordre social au service duquel se trouvent l'Etat et son Budget.

Parce qu'il dirige le gouvernement, le candidat «probable»

à l'élection présidentielle qu'est Jospin se trouve certes en position délicate face à ses concurrents de droite. C'est lui qui se trouve en première ligne et qui doit jongler pour tenter de faire croire à ceux qui protestent qu'il leur accorde beaucoup... tout en devant persuader le grand patronat qu'il ne cède que bien peu et que, de toute façon, cela ne retire en rien le pain de la bouche de la bourgeoisie.

Bien sûr, ce sont là les risques du métier, celui d'un politicien au service des possédants. Et si cette «fièvre revendicative» dont s'inquiète le beau monde devait s'étendre et prendre force, eh bien, ce serait tout ce que les travailleurs, eux, pourraient souhaiter de mieux en cette période de vœux.

Pierre LAFFITTE

Où prendre l'argent ? Mais là où il se trouve !

Quand le ministre des Finances Fabius fait chorus avec la droite et les milieux d'affaires en prétendant que le budget de l'Etat ne saurait où trouver l'argent pour financer de nouvelles dépenses si d'autres catégories relayaient les policiers et les gendarmes, il se moque du monde.

Il suffit d'ouvrir le dernier numéro du *Nouvel Economiste* pour s'en convaincre. Il dresse en effet le palmarès annuel des 500 premières fortunes du pays.

Liliane Bettencourt (L'Oréal) vient en tête, suivie de Bernard Arnault (LVMH), de Christian

Pinault (Le Printemps-La Redoute), des familles des principaux actionnaires de Carrefour et de Peugeot, de Dassault et d'autres propriétaires de grands groupes financiers et industriels dont les noms, ou ceux de leurs filiales, tiennent le haut du pavé de la rubrique des plans dits sociaux.

La fortune de ces gens-là est colossale. Celle de Liliane Bettencourt se monte à 92 milliards de francs. Cela équivaut à ce que gagneraient durant toute leur vie... 32 000 smicards si, entre-temps, on ne les a pas jetés au chômage.

C'est, aussi, près de cinquante fois ce que Jospin dit vouloir verser aux gendarmes.

C'est sur la fortune de ces gens-là qu'il faut prendre pour assurer une vie décente à ceux qu'ils exploitent avant de les licencier. Et c'est ces fortunes-là qu'un gouvernement réellement au service de la population et des travailleurs, non seulement cesserait d'arroser, comme l'ont fait ce gouvernement Jospin et ses prédécesseurs, mais devrait mettre à contribution pour financer son budget et les dépenses utiles à la population.

LA POLICE VICTIME D'UN DÉLIT DE FACIÈS

«Scandaleux et insultant», s'est récrié Daniel Vaillant, le ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée nationale le 4 décembre. Cette indignation ne répondait ni aux multiples déclarations de Seillière, le patron des patrons, ni aux décisions révoltantes des propriétaires de Moulinex, de Bata ou d'autres. Non, l'objet de son courroux, partagé par sa collègue de la Justice, Marylise Lebranchu, était un petit livre rédigé par le Syndicat de la magistrature (donc par ceux qui connaissent la question) et intitulé «Vos papiers !» *Que faire face à la police ?* (L'Esprit frappeur, 10 francs).

Loin pourtant de crier «Mort

aux vaches» comme l'avait fait en son temps Crainquebille, le héros d'une nouvelle d'Anatole France, écrivain du 19^e siècle qui avait ainsi contribué à populariser l'expression, cette brochure ne fait que rappeler, à propos des contrôles d'identité, quelques textes de la loi dont on nous serine que nul n'est censé les ignorer. Ils sont émaillés de commentaires tels que : «N'oubliez pas que le contrôle d'identité, avant d'être régi par des textes de loi, est l'expression d'un rapport de force qui est rarement favorable à la personne qui le subit. On peut même parfois le considérer comme un instrument qui vise à établir un rapport de force favo-

nable aux forces de l'ordre.» C'est le moins que l'on puisse dire.

Sur la couverture figure, il est vrai, un ensemble très coloré représentant le visage tout rose d'un policier doté d'un groin de porc surmontant des lèvres retroussées en une mimique peu amène, bref une caricature ! Il n'y a certes pas là de quoi fouetter un poulet, mais cela n'a pas empêché le Syndicat national des officiers de police d'y voir une «attaque sordide et indigne» et d'engager une action en justice pour obtenir l'interdiction de la couverture. Pas question donc qu'on badine avec les autorités.

Le plus comique sans doute dans cette histoire n'est pas la couverture, c'est de voir des membres d'un gouvernement de gauche qui nous abreuvant de grands mots sur «l'Etat de droit», «les droits du citoyen», «les valeurs de la République et de la démocratie» – on en passe et des meilleures – crier à la vertu outragée.

Annie ROLIN



RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

13 décembre	16 décembre
FRIVILLE-ESCARBOTIN (Somme)	COSNE-SUR-LOIRE (Nièvre)
HENRICHEMONT (Cher)	18 décembre
ISSOUDUN (Indre)	CREVECOEUR-LE-GRAND (Oise)
NOEUX-LES-MINES (Pas-de-Calais)	GRASSE (Alpes-Maritimes)
ROCHEFORT (Charente-Maritime)	GRISOLLES (Tarn-et-Garonne)
SABLÉ (Sarthe)	MAGNY-EN-VEXIN (Val d'Oise)
SAINT-AMAND-MONTROND (Cher)	VOIRON (Isère)
VENDOME (Loir-et-Cher)	19 décembre
VIRE (Calvados)	AMBOISE (Indre-et-Loire)
VITRÉ (Ille-et-Vilaine)	AUCH (Gers)
14 décembre	AURAY (Morbihan)
ALTIRCH (Haut-Rhin)	LURE (Haute-Saône)
AUCHEL (Pas-de-Calais)	MARQUISE (Pas-de-Calais)
COGNAC (Charente)	MASEVAUX (Haut-Rhin)
FÉCAMP (Seine-Maritime)	ORNANS (Doubs)
FÈRE-EN-TARDENOIS (Aisne)	PONTIVY (Morbihan)
LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE (Seine-et-Marne)	SCHIRMEK (Bas-Rhin)
LE TRÉPORT (Seine-Maritime)	SAINT-CLAUDE (Jura)
LOCMINE (Morbihan)	SAINT-MARTIN-DE-CRAU (Bouches-du-Rhône)
MARIGNAC (Haute-Garonne)	20 décembre
MAYENNE (Mayenne)	AUBIGNY-SUR-NERE (Cher)
MOLSHEIM (Bas-Rhin)	COULOMMIERS (Seine-et-Marne)
SAUMUR (Maine-et-Loire)	LE BLANC (Indre)
SEURRE (Côte-d'Or)	MONTFORT (Gers)
SOISSONS (Aisne)	SAINT-GEORGES-LES- BAILLARGEAUX (Vienne)
SAINT-BERTHEVIN (Mayenne)	SANCOINS (Cher)
SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine)	TULLE (Corrèze)
USSEL (Corrèze)	VILLEBAROU (Loir-et-Cher)
15 décembre	21 décembre
ANNEMASSE (Haute-Savoie)	AIRAINES (Somme)
ANNONAY (Ardèche)	BERNAY (Eure)
ARGENTON-SUR-CREUSE (Indre)	ETAMPES (Essonne)
BEAUGENCY (Loiret)	LA CHATRE (Indre)
BERCK-SUR-MER (Pas-de-Calais)	LIBERCOURT (Pas-de-Calais)
CARIGNAN (Ardennes)	MEHUN-SUR-YEVRE (Cher)
CERNAY (Haut-Rhin)	REDON (Ille-et-Vilaine)
EGLETONS (Corrèze)	22 décembre
GIEN (Loiret)	AVESNELLES (Nord)
LANGON	29 décembre
LE CATEAU-CAMBRESIS (Nord)	LOUDUN (Vienne)
MEUG-SUR-LOIRE (Loiret)	10 janvier
NOYON (Oise)	ANICHE (Nord)
ODOS (Hautes-Pyrénées)	12 janvier
PERONNE (Somme)	MONTDIDIER (Somme)
PITHIVIERS (Loiret)	19 janvier
SAINT-YORRE (Allier)	CORBIE (Somme)
SALBRIS (Loir-et-Cher)	
SEDAN (Ardennes)	
SAINT-CYR-L'ECOLE (Yvelines)	

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N°62 (décembre 2001)

Textes du Congrès annuel de Lutte ouvrière
Situation internationale
L'économie capitaliste mondiale
Situation intérieure
Texte de la minorité
Quelques axes d'interventions

Prix : 10F - Envoi contre 12F en timbres

Leur société

Vote du budget

LES DÉPUTÉS DU PCF DÉNONCENT... ... PUIS S'INCLINENT

A chaque fois le même scénario se reproduit : les députés du PCF, après avoir fait mine de s'opposer durant quelques jours, s'inclinent, de manière calculée, en s'abstenant, de façon à ne pas mettre le gouvernement en minorité. Du moins la majorité du groupe parlementaire communiste, car il y a eu neuf députés au sein de celui-ci pour refuser de se prêter au jeu qui, cette fois, concernait le vote du financement de la Sécurité sociale et la loi de finances.

Cette abstention a permis au gouvernement de faire passer ses projets, que Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, considérait comme nettement insuffisants. « Depuis quatre ans, déclarait-il, la politique de santé n'est pas à la hauteur des besoins ». Robert Hue déclarait, dans la même veine,

vouloir faire de la « réorientation du budget en faveur de la santé » un de ses cinq objectifs prioritaires.

Mais la loi de financement de la Sécurité sociale, telle qu'elle a été finalement votée, permettra au patronat de continuer à bénéficier de nombreuses exonérations. Elle entérine le somptueux cadeau fait dernièrement aux actionnaires des cliniques privées. Elle n'intègre même pas la proposition du PCF que tous les travailleurs ayant cotisé pendant 40 ans puissent partir à la retraite quel que soit leur âge. Pour refuser cette proposition, Jospin a ressorti un article de la Constitution qui dit qu'il ne peut y avoir de proposition de loi qui puisse augmenter les charges publiques.

Les dirigeants du PCF se flattent du fait que François Hollande, le secrétaire du PS, se soit entretenu

avec Marie-George Buffet, nouvelle secrétaire nationale du PCF et en même temps ministre dans le gouvernement Jospin, pour évoquer cette « discipline républicaine » qui permettra peut-être au PCF de conserver un certain nombre de ses députés. Cette discipline républicaine, en fait une solidarité politicienne qui a pour seul but de conserver quelques postes de notables, est un piège. Surtout pour les travailleurs qui s'y laisseraient prendre, mais tout autant pour le PCF, du moins pour ses militants, qui auront la tâche ingrate de justifier l'injustifiable en essayant de démontrer, contre l'évidence, que la politique du PS serait une politique favorable au monde du travail.

Michel ROCCO

POUR LES RICHES, ÇA VA

Pas besoin de verser des larmes sur ces « pauvres » riches qui auraient vu leur fortune s'envoler en fumée avec la chute des cours de la Bourse qui a suivi (mais aussi précédé) les attentats du 11 septembre, ou avec l'effondrement du rêve de « nouvelle économie » fondée sur Internet. En fait, les chiffres publiés récemment par la revue *Le nouvel économiste* montrent que les riches crient misère, mais sans avoir mal.

Bien sûr, par rapport à juillet 2001, certains ont vu le montant de leur fortune virtuelle diminuer un peu. La baisse importante des cours de la Bourse, entre juillet et novembre, a ramené par exemple la fortune de Liliane Bettencourt, dont la richesse, la plus importante de France, est constituée d'actions de L'Oréal, en dessous de la barre des cent milliards de francs (excusez du peu) qu'elle avait franchie un peu plus d'un an auparavant. Et comme cette chute des actions a touché encore davantage les valeurs dites de la « nouvelle économie », on a vu disparaître du top 50 des riches quelques étoiles filantes dont la fortune était en grande partie virtuelle. C'est le cas de la famille Kampf, propriétaire de Cap Gemini (mais à qui il reste quand

même plus de trois milliards de francs).

Mais il ne s'agit là que de péripéties. La hausse démesurée de la Bourse ces dernières années avait gonflé certaines fortunes de façon artificielle. Les véritables grandes fortunes, générées par la production de biens de consommation classiques – Peugeot, Bouygues, Michelin... – ou par celle de produits de luxe – Liliane Bettencourt justement, mais aussi Bernard Arnault avec son groupe Louis-Vuitton-Moët-Hennessy, ou la famille propriétaire de Chanel – ou encore par la grande distribution – Gérard Mulliez (Auchan), François Pinault (Le Printemps, La Redoute...), Paul-Louis Halley (Carrefour) – toutes ces fortunes montent, tranquillement, presque régulièrement. La plupart de ces grands bourgeois ont vu leurs possessions augmenter de moitié entre 1998 et 2001, voire doubler pour certains d'entre eux comme Bernard Arnault ou Martin Bouygues.

Pour ces gens-là, voir leur fortune augmenter de moins de 15 % par an serait considéré comme un malheur. Mais que le bon peuple se rassure, ils ne sont pas sur la paille, entre le bœuf, l'âne et les rois mages.

Roger PÉRIER

LES « ENFOIRÉS » SONT TOUJOURS LÀ...

Dix-sept ans après leur création, non seulement les Restos du cœur n'ont pas disparu (alors que Coluche espérait que son association serait utile le moins longtemps possible) mais de plus, le nombre de bénéficiaires ne cesse d'augmenter. En 2000, il a plus que doublé avec 58 millions de repas distribués à 540 000 personnes et cette année, la situation risque encore de s'aggraver.

La pauvreté ne cesse pas de s'accroître et la misère de grandir dans ce pays pourtant l'un des plus riches de la planète. Au fil des années, la fortune des plus riches, elle aussi, n'a cessé de grandir à l'ombre des gouvernements successifs, de droite comme de gauche, qui ne soutiennent que les possédants, tandis que des associations humanitaires, comme celle de Coluche, se débattent pour faire ce qu'elles peuvent afin de secourir les plus démunis. Véronique Colucci, la femme de Coluche, interpellait récemment le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant : « Je pousse un cri d'alarme (...) on est débordés » face à la montée de la misère et à l'inaction de l'Etat, honteuse, scandaleuse.

Avec la réouverture des Restos du cœur, la presse a essayé d'évaluer le nombre de pauvres dans le pays. Le nombre de ceux qui sont en dessous du « seuil de pauvreté », c'est-à-dire dont le revenu pour une personne seule ne dépasse pas 3800 francs par mois (comme si à 3900 francs on devenait riche !), s'élèverait à 6 ou 8 millions. Ce chiffre ne diminue pas au fil des années, même si bien des pauvres ont un travail, certes précaire ou à temps partiel, et touchent un salaire, toujours minable.

Voilà le bilan de la politique constamment menée, depuis des années, au service du patronat. Il faudrait un drôle de coup de balai pour se débarrasser de tous ces enfoirés !

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Palestine :

L'IMPASSE DU PROCESSUS DE PAIX ET DU NATIONALISME

Désormais, il ne s'agit plus seulement de meurtres par les soldats israéliens de gamins armés de pierres, ni même de l'« exécution préventive » de militants palestiniens : toute la semaine dernière, les hélicoptères de Tsahal ont méthodiquement bombardé les locaux de l'Autorité palestinienne. En représailles aux attentats des islamistes du Hamas qui ont tué une trentaine d'Israéliens, le premier week-end de décembre le gouvernement israélien a franchi une étape dans la guerre, menée maintenant ouvertement contre le semblant d'Etat palestinien. A travers lui, bien sûr, une guerre contre les Palestiniens eux-mêmes dont il s'agit d'écraser la révolte dans ces camps de prisonniers que sont devenus leurs « territoires ». Mais aussi une guerre faite avec la peau du peuple israélien, otage d'un gouvernement qui, plus encore que l'extrême-droite islamiste, fait son beurre du climat de peur régnant en Israël. Le terrorisme d'Etat israélien avec sa réplique palestinienne à petite échelle, c'est toute la politique de Sharon, laquelle, comme le dit une Israélienne, « transforme nos enfants soit en assassins, soit en assassinés ».

Les accords d'Oslo de 1993, censés aboutir à la création d'un Etat palestinien, ont fait long feu. En bons nationalistes bourgeois, les leaders de l'OLP avaient présenté au peuple palestinien ces accords comme une victoire. Ils ont surtout permis de mettre un temps sa révolte en veilleuse sans satisfaire aucune de ses aspirations. Car l'Etat d'Israël n'a jamais eu l'intention de céder davantage aux militants de l'OLP que le droit de jouer les « matons » à sa place dans les camps de réfugiés. Pendant toutes ces années la politique de colonisation israélienne s'est poursuivie, sous les gouvernements de gauche comme de droite, (il y a même eu plus de créations de colonies sous le travailliste Barak que sous le chef du Likoud Nétanyahou).

La colère de la population palestinienne exaspérée grondant à nouveau, un Sharon a finalement jugé qu'il était temps de cesser de faire semblant. Et en septembre 2000 sa provocation à l'esplanade des Mosquées a sciemment remis le feu aux poudres. Depuis

un an cette guerre a fait plus de mille morts, dont 200 Israéliens et quatre fois plus de Palestiniens. Et maintenant que le fossé de sang est de plus en plus profond entre les deux peuples, que la peur du côté israélien a permis à Sharon de réaliser une certaine union sacrée autour de lui, l'Etat d'Israël peut passer à la vitesse supérieure, reprendre toutes les concessions dérisoires faites aux Palestiniens, et démanteler pièce par pièce l'Autorité palestinienne qui n'était qu'une façade. Sharon applique l'idée de son chef d'état-major Mofaz, selon lequel si la première Intifada a abouti à « la grande erreur » des accords d'Oslo, c'est que la répression a été « trop molle » : cette fois « Il faut leur briser les membres » (c'était l'expression... du travailliste Rabin).

Cette politique de table rase n'est peut-être pas celle qui a la préférence des puissances impérialistes, à commencer par les USA, premier soutien d'Israël. Sans doute s'inquiètent-elles un peu de la marginalisation des nationalistes palestiniens, qui ont été les meilleurs gardes-chiourme de leur propre peuple et des « interlocuteurs » responsables. Mais finalement, l'utilité des vieux leaders du Fatah s'est beaucoup usée avec eux dans les compromissions du « processus de paix ». Et si Sharon pense pouvoir garder la main sur la situation par une politique de force, grâce à l'aviation et aux blindés américains, les dirigeants des Etats-Unis ne s'y opposent pas. D'autant moins qu'après avoir eu les mains libres pour réaliser leur démonstration de terrorisme en Afghanistan, ils n'ont plus besoin de faire mine de ménager l'opinion des peuples arabes, du moins peuvent-ils le penser.

Pour le moment, cette politique de répression pure a plutôt abouti à exacerber la colère des Palestiniens. Tout en les poussant dans les bras du Hamas. Alors bien sûr, si le nationalisme de l'OLP a mené les Palestiniens dans cette impasse, ce n'est pas le terrorisme réactionnaire et religieux des islamistes qui les en sortira. La révolte du peuple palestinien est loin d'avoir trouvé sa propre voie. Mais elle survit, et elle ne semble pas près de s'éteindre.

Benoît MARCHAND

Convergences Révolutionnaires n°18 (novembre-décembre 2001)

Un dossier sur l'Afghanistan, l'islamisme et la guerre impérialiste.

Des articles : le 31^e congrès et la mutation du PCF - Face à la déferlante des licenciements qui continuent, quel riposte ? - La situation des travailleurs toulousains après l'explosion de l'usine AZF.

Pour se procurer ce numéro, 10F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.

Abonnement : un an 60F, de soutien, 100F.

Leur société



Retraites

LES PATRONS DOIVENT PAYER

Le conseil d'orientation des retraites, le Cor, un organisme composé de syndicalistes, de représentants patronaux (Medef excepté) mis en place par Jospin en mai 2000, a remis un rapport le jeudi 6 décembre sur la réforme du système des retraites par répartition. Il y aurait un problème pour financer les retraites, selon le Cor, puisque les personnes en âge de partir à la retraite seront plus nombreuses, et que l'espérance de vie sera plus longue. La part de la richesse nationale consacrée aux retraites est aujourd'hui de 12,1 %. Elle était de 4,4 % en 1959, elle serait alors, en 2040, de 17,8 %. La « solution » que suggère le Cor, même s'il reste prudent, serait de faire payer essentiellement les salariés.

Et pour ce faire, il est envisagé l'allongement de la durée de cotisation, le recul légal de l'âge de la retraite, la hausse des cotisations, qui pourraient alors passer pour les salariés du secteur privé de 29,7 % du salaire brut en 2020, à 34,9 % du salaire brut, en 2040, ainsi que l'alignement de la durée des cotisations des fonctionnaires sur celle des salariés du privé. En effet depuis 1993, sous Balladur, la durée de cotisations dans le secteur privé a été progressivement prolongée à 40 années de cotisation, et le calcul des pensions modifié puisqu'elles sont désormais calculées sur les 25 meilleures années, au lieu des 10 dernières années auparavant.

Cette attaque de Balladur contre les salariés avait été suivie, en 1995, de la tentative de Juppé de s'attaquer aux retraites des travailleurs du secteur public, qui avait réussi à provoquer la vague de grèves des cheminots et du secteur public. La menace d'une réaction des salariés explique la prudence du

rapport du Cor et celle de Jospin qui parle de « prendre à bras le corps » le problème des retraites... plus tard, « dès le début de la prochaine législature », c'est-à-dire après les élections.

Le Medef, dans sa guerre contre les salariés, affirme que ce serait à eux de payer la note. Le patronat envisage même d'allonger la durée de cotisation à 45 ans, et continue à vouloir aligner la situation des salariés du secteur public sur ceux du privé, au nom de l'égalité. Il prône bien sûr la création de fonds de pension, c'est-à-dire de retraites par capitalisation. Il y aurait ainsi les salariés ayant les moyens de mettre de l'argent de côté pour leur retraite, et les autres.

Le Cor, et le Medef présentent la situation à leur façon. Certes les retraités, vivant plus vieux, seront plus nombreux à l'avenir. La part de la richesse nationale consacrée aux retraites sera peut-être de 17,8 % en 2040, mais ils ne tiennent pas compte délibérément du fait que cette richesse aura été multipliée, au moins par deux, si on s'en tient au rythme de développement de ces dernières années. En outre, ces hypothèses se fondent sur le fait que se maintiendrait un fort taux de chômage.

Le gouvernement Jospin, qui a appliqué les réformes de ses prédécesseurs de droite, et le Medef envisagent de faire payer les salariés mais surtout de ne rien prendre sur la fortune accumulée depuis des années par les actionnaires. Partir à la retraite avant d'être complètement usé, et avec de quoi vivre correctement, devrait pourtant être un droit reconnu à tous les salariés.

Aline RETESSE



La journée de grève dans l'Éducation nationale **IL FAUT DES MOYENS POUR L'ÉCOLE!**

Lundi 10 décembre était une journée de grève pour le personnel de l'Éducation nationale. Le mot d'ordre des syndicats qui y appelaient portait sur la réduction du temps de travail mais, surtout, sur l'amélioration des conditions de travail. L'appel tardif, le peu de préparation dans nombre d'établissements ont fait que le mouvement a été inégalement suivi. Pourtant, parmi toutes les catégories du personnel, le mécontentement est réel.

Le personnel de service (les ATOSS) connaît déjà une réduction du temps de travail, à la suite du décret Sapin de la Fonction publique du 16 octobre, qui se traduit, comme dans le privé, par l'annualisation et la flexibilité des heures de travail, à effectifs constants. Concrètement, ils doivent effectuer 1 600 heures par an, sur un service variant entre 32

et 37 heures hebdomadaires, ce qui entraîne la réduction de leurs congés annuels de neuf à cinq semaines ! Et s'ils veulent conserver leurs vacances, on ne peut plus parler alors de RTT. Et comme cela se négocie au niveau de chaque établissement, cela ne les met pas en position de force pour se défendre.

C'est au tour des conseillers principaux d'éducation (CPE) d'être touchés par un décret sur la RTT, qui doit entrer en application en janvier. Jusque-là, ils devaient 39 heures hebdomadaires, dont 3 à leur libre disposition, sur 38 semaines (36 avec élèves, une après la sortie et une avant la rentrée). Le ministère veut leur ajouter une semaine de permanence aux petites vacances, fractionnable qui plus est, et des astreintes le soir ou le week-end, avec une récupération de 4 heures

pour un week-end. Bref, en faisant une moyenne des obligations de service, la RTT les amènerait à effectuer 41 heures par semaine, contre 39 actuellement ! A cela s'ajoute la multiplication des tâches administratives ou d'encadrement des élèves.

Quant aux enseignants, s'ils ne sont pas concernés par une RTT, puisque le ministère considère que les 18 heures de cours hebdomadaires assurées par la plupart d'entre eux dans le secondaire équivalent à 36 heures de travail, ils ont eux aussi connu un accroissement des tâches administratives et vu leurs conditions de travail se dégrader. Les classes sont trop nombreuses, ne permettant pas d'aider comme il le faudrait les élèves en difficulté ; de nouvelles réformes ont été appliquées sans moyens supplémentaires ni heures dégagées pour per-

mettre la concertation demandée, comme pour les PPCP (projet pédagogique à caractère pluridisciplinaire) en lycée professionnel ; en outre, la précarité se généralise : maîtres-auxiliaires, contractuels, vacataires, autant de statuts différents pour un même travail, sans sécurité d'emploi et avec des salaires différents mais tous inférieurs à ceux d'un titulaire.

Tout cela entraîne un ras-le-bol parmi le personnel de l'Éducation nationale, qui réclame une réelle amélioration de ses conditions de travail, par des créations de postes nécessaires donc massives pour toutes les catégories, la titularisation des précaires,

la réduction du nombre d'élèves par classe et du nombre d'heures de cours pour les professeurs, pour leur permettre de se concerter et d'assumer le travail supplémentaire qui leur est demandé, c'est-à-dire des moyens financiers pour enseigner correctement et faire fonctionner les établissements dans de bonnes conditions.

A ces revendications, le ministère répond par une RTT qui n'est pas une, sans augmenter les crédits ni créer un seul poste. Des économies qui se font sur le dos du personnel de l'Éducation nationale et des élèves.

Marianne LAMIRAL

LE MÉCONTENTEMENT DES ENSEIGNANTS DU PREMIER DEGRÉ

Parmi les enseignants du premier degré en grève lundi 10 décembre, un peu déçus de se retrouver peu nombreux dans la rue, les discussions portaient sur les acquis des gendarmes : «Eux ont obtenu 12 000 F par an et 4 500 créations de postes». Nous aussi, nous sommes gendarmes, toute l'année ! On ne cesse de le répéter aux élèves...

En effet, il serait urgent, à Paris comme ailleurs, d'imposer la création de classes et l'arrêt des suppressions. Ces dernières années, le ministère a fermé de nombreuses classes de perfectionnement, qui permettaient aux élèves en difficulté de se trouver en petit nombre, de 10 à 15. Par ailleurs, pour les enfants déficients, il a imposé des «classes d'intégration», sans personnel supplémentaire. Et la dernière trouvaille consiste à créer des «toutes petites sections» pour

scolariser les enfants de deux ans dans les écoles maternelles.

Il faut faire vite avant les élections, et à moindres frais. Qu'importent les conditions d'accueil ! Si les toilettes sont trop hautes, les classes conçues pour des élèves plus âgés, vogue la galère... Il faut trouver une solution économique tout de suite, pour que les parents parisiens des deux ans ne paient plus des milliers de francs de garde, pour qu'ils puissent mettre leurs enfants à l'école dès deux ans et... les instituteurs ne savent pas trop comment le ministère va s'y prendre : il ne prévoit pas un sou, pas une personne en plus. Et dans ces toutes petites sections il y aura deux à trois fois moins d'adultes qu'en crèche.

En cette période précédant les fêtes, on aurait aussi souhaité que les syndicats parlent des salaires, comme de ceux de tous les fonctionnaires. Presque tous les ins-



tituteurs font des surveillances de cantines et d'études pour arrondir la paye.

Un autre sujet d'inquiétude, à Paris : il est question de supprimer le samedi matin, travaillé une fois sur deux cette année. Les instituteurs ne veulent pas entendre parler du remplacement par le mercredi, et constatent d'ailleurs qu'ils sont exclus de la réduction du temps de travail.

Bref, le mécontentement est sensible parmi les enseignants des écoles même si, pour l'instant, ils ne se sentent pas de taper un grand coup de poing sur la table.

L'exemple des Hauts-de-Seine

Dans le département des Hauts-de-Seine (92), dans les écoles primaires et maternelles, la situation difficile à la rentrée ne s'est guère améliorée. Environ 540 postes non pourvus en juin par des titulaires ont dû être comblés par des «listes complémentaires», c'est-à-dire des personnes ayant passé le concours pour être professeur des écoles, mais ayant échoué. Ces 542 personnes pour l'académie de Versailles, 155 pour les Hauts-de-Seine, se retrouvent en classe du jour au lendemain, sans aucune formation. Et il reste des postes vacants, des postes où personne n'a été nommé.

Alors pour pallier ce manque de recrutement, car le problème est tout de même là, l'administration a recours au personnel remplaçant prévu pour les congés maladie, et à la suppression des stages de formation permanente.

Donc, quand un enseignant est absent, il n'y a presque plus personne pour le remplacer. Les enfants sont donc répartis dans les autres classes de l'école... ce qui a pour conséquence d'augmenter les effectifs déjà chargés : trente dans sa classe et trois, quatre ou cinq élèves de l'institut absent.

Aussi, pour faire face au mécontentement des parents, à la grogne des enseignants, pour donner l'illusion que tout va bien, à Clichy, à Malakoff, l'inspecteur demande aux rempla-

çants de «tourner» sur différents postes à remplacer. Bonjour le boulot ! Bien évidemment, des enseignants s'y opposent. Des manifestations ont même eu lieu, comme à Clichy dernièrement, avec le soutien des parents d'élèves, pour protester contre le manque de remplaçants. «Le respect, ça change l'école !» mais «les moyens aussi !» titrait le syndicat SNUIPP 92 pour appeler à la grève. Sans aucun doute, car c'est environ 500 postes qu'il faudrait pour pouvoir simplement travailler «normalement» sur ce département.

Mais dans les AG de grève, c'est aussi le «toujours plus de travail demandé» qui pèse, c'est aussi la rage par rapport aux déclarations de Lang sur la morale, la lecture, l'informatique... et le «brevet informatique» délivré aux élèves, sur l'apprentissage des langues par exemple. Dans les textes, cela est bien prévu pour les CM2, voire les CM1. Possible, mais sur le département, il n'y a pas le budget pour payer du personnel, même après une rallonge accordée aux Hauts-de-Seine...

Alors annonces médiatisées, télévision, grand-messe du ministre de l'Éducation d'un côté et peau de chagrin de l'autre, ça suffit. Un jour ou l'autre, il faudra bien se donner réellement les moyens pour que cela change.

Afghanistan

« VICTOIRE » SANGLANTE DANS UNE SALE GUERRE

Trois mois après l'attentat du World Trade Center le président américain Bush a rameuté les médias pour une cérémonie anniversaire à New York, destinée, de toute évidence, à raviver la flamme de la revanche.

Car malgré les communiqués de victoire de l'état-major américain, le bilan de l'agression de Bush contre le peuple afghan n'a rien de glorieux.

Après deux mois de bombardements incessants d'un pays déjà largement détruit par la guerre, par l'armée la plus puissante du monde, les Etats-Unis semblent avoir finalement réussi à provoquer l'écroulement de l'édifice d'alliances entre chefs de guerre sur lequel reposait le pouvoir des talibans.

Mais la guerre n'est pas finie pour autant. Sans doute la presse en est-elle aujourd'hui à annoncer la reddition imminente du complexe de grottes souterraines de Tora Bora, près de Jalalabad, dans lequel, à en croire les autorités américaines, Ben Laden et ses hommes auraient trouvé refuge. Mais outre le fait que cette annonce pourrait bien, comme tant d'autres, se révéler prématurée, on apprend en même temps l'existence d'autres foyers de résistance – dans les montagnes Spin Ghar, non loin de Tora Bora, mais aussi au sud de Kandahar.

Et malgré les bombardements qui continuent et les villages que les B52 continuent à détruire « par erreur », il n'est même pas certain que les dirigeants américains parviennent à empêcher Ben Laden de leur échapper.



Les désastres de la guerre. Une des innombrables victimes des mines antipersonnel déposées dans le pays depuis des années.

Bush peut bien sûr se vanter d'avoir remis la main sur l'ambassade américaine à Kaboul. Mais le fait qu'il n'ait pas voulu prendre le risque d'y envoyer des civils, laissant le soin aux militaires d'occuper les lieux, est en lui-même tout un symbole.

Quant au gouvernement

intérimaire sorti des maquignonnages de la conférence de Bonn, il faudrait être aveugle pour y voir l'amorce d'une stabilisation politique dans le pays. A peine sa composition connue, le nouveau gouvernement a provoqué un tollé, non seulement parmi les ralliés de fraîche

date à la lutte contre les talibans, mais même parmi des piliers de l'Alliance du Nord tels que le chef de guerre Ouzbèque Dostom ou le parti chiite Wahdat.

La « reddition » de Kandahar, ou plutôt, devrait-on dire, le retournement des seigneurs de guerre locaux contre les talibans, a d'ailleurs donné une illustration frappante de la faiblesse du régime intronisé par les USA. Malgré les forces militaires dont il disposait sur le terrain, le poulain de Washington et Premier ministre du pouvoir intérimaire Hamid Karzaï n'en a pas moins dû consentir à un partage de la ville avec deux autres chefs de guerre, dont l'un venait tout juste d'abandonner les talibans.

Et les fissures dans la coalition anti-talibans sur laquelle repose le gouvernement intérimaire deviennent plus visibles chaque jour. Les principales composantes de cette coalition mettent les bouchées doubles pour consolider les fiefs qu'elles se sont constitués à la faveur de la retraite des talibans. Et là où ces fiefs se rencontrent, comme à Mazar-e-Sharif, le partage territorial ne suffit plus à empêcher les escarmouches.

En fait, on pourrait en revenir très vite à une situation proche de celle de 1992, lorsque l'effondrement du régime pro-soviétique avait créé un vide étatique, ouvrant la voie à la guerre pour le pouvoir à Kaboul et aux rapines des potentats locaux dans le reste du pays. Et cette fois encore, comme en 1992, c'est avec les armes flambant neuves que leur auront fourni l'impérialisme américain que les chefs de guerre d'aujourd'hui risquent demain de mettre le pays à feu et à sang !

Et si tel était le cas, ce ne serait certainement pas la « force internationale de paix » que l'ONU doit envoyer en Afghanistan – si tant est que cela se fasse – qui arrêtera le bain de sang.

En fin de compte, ces deux mois de bombardements et de destructions systématiques n'auront donc servi qu'à ramener le pays à la case de départ, là où il en était il y a dix ans. Mais à quel prix pour la population : non seulement au prix d'un bain de sang pour les victimes directes des bombardements, mais avec en plus le sort dramatique infligé à des millions de réfugiés, chassés des villes par les B52, sans même la fragile protection des villages de toile des ONG. Et cela en plein hiver ! Combien parmi eux seront morts de froid ou de faim pour assouvir les appétits de vengeance des leaders impérialistes ?

D'ailleurs ceux-ci ont eu tôt fait d'oublier leur hypocrite démagogie humanitaire. Le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, malgré sa lenteur désormais légendaire, arrivera dans l'océan Indien avant même qu'y parvienne le premier chargement d'aide humanitaire envoyé par la France à partir du Havre. C'est tout dire.

Mais peu importe ce bilan pour les leaders de Washington, ou leur soutiens européens. Leur but était de montrer, à leur propre opinion publique et à l'ensemble des peuples des pays pauvres, ce qu'il en coûte de s'attaquer aux sanctuaires de l'impérialisme. C'est le peuple afghan, qui n'était pour rien dans l'attentat de New York, qui a fait les frais de cette démonstration. Cela ne la rend que plus ignoble.

François ROULEAU

Nigeria

CHOLÉRA ET CHARIA

Une épidémie de choléra sévit dans la ville de Kano (2 millions d'habitants), au nord du Nigeria. En trois semaines, au moins 700 personnes en sont déjà mortes, dont beaucoup d'enfants. La maladie est due principalement au manque d'eau potable et d'égouts.

Ces mauvaises condi-

tions sanitaires ont été aggravées par les autorités politiques. L'Etat de Kano est à majorité musulmane et la loi islamique, la charia, y a été introduite il y a un an. Les médecins des organisations humanitaires internationales en ont été expulsés, car ils poussaient parfois l'audace jusqu'à parler de planning familial !

L'épidémie coïncida avec le pèlerinage à La Mecque, organisé autour du mois du ramadan. C'est une importante affaire religieuse... et financière. Pour éviter que l'Arabie saoudite, où se trouve La Mecque, refuse de recevoir les pèlerins nigériens, le silence a été fait sur l'épidémie. Le ministre local de la Santé, un médecin

pourtant, affirmait que Kano n'avait pas besoin d'aide extérieure... jusqu'au moment où il a lui-même été atteint.

La misère, qui provoque la maladie, alimente aussi l'obscurantisme religieux et ethniste. Une manifestation de soutien à Ben Laden, le 12 octobre, a tourné au pillage et au pogrom contre

les minorités Ibo et Yorouba.

Comme le disait un officier de police au quotidien *Le Monde*, « il ne faut pas se demander pourquoi il y a eu des émeutes, mais pourquoi il n'y en a pas tout le temps ».

V. G.

Irlande

UN NOUVEAU DRAME DE L'IMMIGRATION

Huit corps sans vie, dont ceux de deux enfants, ont été découverts le 8 décembre en Irlande du Sud, dans un conteneur arrivé d'Italie par camion, où l'on a aussi retrouvé cinq survivants, dans le coma.

Les premières informations faisaient état d'immigrés d'Europe de l'Est, il semble maintenant qu'ils seraient originaires de Turquie. En fait, peu importe, car d'où qu'ils viennent, une chose est sûre : ils en arrivent poussés par la misère, fuyant des régimes infâmes et avec l'espoir de trouver, ici, une vie meilleure.

Mais quand ils arrivent, ils ne trouvent le plus souvent que la surexploitation car, en les condamnant à la clandestinité, les Etats dits civilisés en font

les proies désignées des requins du travail au noir. Et cela dans le meilleur des cas, si l'on ose dire. Nombreux sont, en effet, ceux qui n'arrivent même pas au bout du chemin, tels ces 58 Chinois morts étouffés dans un camion à Douvres en juin 2000 ou ces dizaines d'Africains qui, chaque mois, se noient en cherchant à franchir le détroit de Gibraltar sur des esquifs de fortune tout en évitant les systèmes de détection mis en batterie sur les côtes espagnoles.

Dans toute l'Europe de l'Ouest, on multiplie les centres de rétention où l'on parque tout un monde de réfugiés, de demandeurs d'asile (comme à Sangatte, à l'entrée du tunnel sous la Manche), quand il ne s'agit pas de sans-papiers confinés dans des

conditions innommables avant leur expulsion, comme à l'aéroport de Roissy. Les Etats ouest-européens ont, ces dernières années, hérisé leurs frontières de barrières renforcées pour rendre leur franchissement encore plus difficile à ceux que la faim, la pauvreté, poussent à tout tenter pour y échapper (rappelons, un exemple parmi bien d'autres, que la SNCF vient d'annoncer avoir dépensé quatre millions pour renforcer le système de barbelés qui enclôt son dépôt de fret près de Calais).

Bien sûr, quand se produisent des drames comme celui survenu en Irlande, ou plutôt quand ils sont d'une ampleur telle qu'on ne peut les cacher, les autorités font part de leur horreur. Elles dénoncent – telle la ministre irlandaise entendue à la télévision – les

organisateurs de cet ignoble trafic d'êtres humains. Des passeurs, quand ils se font pincer, sont certes condamnés. Mais les mêmes gouvernements n'en continuent pas moins, dans toute l'Europe, à prendre des mesures anti-immigration dont les principales sinon uniques victimes sont les immigrés eux-mêmes. Et ce ne sont bien sûr pas ces autorités qui iraient dénoncer le système capitaliste qu'elles servent. C'est pourtant ce système qui est responsable de la misère et des conditions infernales régnant sur les deux tiers de la planète, au point de pousser des centaines de milliers, des millions d'êtres humains sur les chemins de l'exil, dans des conditions terribles et au risque d'y laisser leur peau.

P. L.

DEUX MONDES

Attaqué par une bande de pillards, des « rats des eaux » comme on les appelle là-bas, le navigateur de compétition néo-zélandais Peter Blake a été assassiné mercredi 5 décembre en Amazonie. Son voilier était à l'ancre près d'une bourgade, sur l'un des innombrables bras de mer qui constituent l'embouchure de l'Amazone. Le surlendemain, la police a arrêté sept pirates, qui détenaient des cadrons arrachés au voilier, des CD et l'équivalent de 4 200 F en argent brésilien.

Blake et son équipage participaient à une expédition scientifique, ayant pour objectif la défense du milieu écologique amazonien, menacé par toutes sortes de pollutions et d'agressions. Mais ses meurtriers ne s'intéressaient pas à cette défense d'une région qui est la leur. Dans le grand voilier super-équipé de Blake, ils ont vu surtout le monde des riches, auquel on peut prendre quelques montres, un moteur, des CD, des objets négociables contre de l'argent, de la nour-



Les meurtriers présumés arrêtés par la police brésilienne.

riture ou des armes. Quitte pour cela à risquer la mort, ou des années dans une prison brésilienne, ce qui peut être pire.

Des pirates du monde des pauvres ont donc rencontré un humaniste du monde des riches. Les 4 200 F saisis sur eux représentent sept fois le salaire mini-

mum brésilien, dans une région du pays où peu de gens gagnent ce minimum. Des écumeurs de l'embouchure de l'Amazone ont rencontré Sir Peter Blake, anobli par la reine d'Angleterre, « l'un des grands écumeurs d'océans du XX^e siècle, avec plus de 500 000 milles parcourus en voilier » (Le Monde).

Mais la gloire mondiale, les exploits sportifs ou l'humanisme écologique ne pèsent pas lourd, dans un monde où existe un énorme fossé entre les pauvres, très pauvres, et ceux qui viennent du monde des riches.

V. G.

Immigrés retenus à Roissy LE SCANDALE CONTINUE

Les conditions d'accueil dans les « zones d'attente » de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, locaux où sont retenus les étrangers non admis en France à leur descente d'avion ou souhaitant déposer une demande d'asile, constituent un véritable scandale. Un scandale qui perdure quels que soient les gouvernements, en dépit des dénonciations répétées d'associations comme Amnesty International, le Syndicat de la magistrature, la Cimade et la Ligue des droits de l'homme.

Dans ces locaux, prévus pour accueillir 296 personnes, la police des frontières enferme couramment plus de 400, voire 500 personnes, hommes, femmes et enfants confondus. Ils restent ainsi plusieurs jours ou plusieurs semaines dans des conditions d'hébergement honteuses et humiliantes.

Si la loi sur l'immigration précise que ce maintien doit se faire dans des locaux assurant « des prestations de type hôtelier », la réalité est bien différente. Une journaliste du Monde qui a réussi à s'introduire dans ces locaux a ainsi dénombré trente-neuf personnes entassées dans une pièce d'environ 25 mètres carrés, sans douche ni WC, ni même de paravent, et sans lit ! Ces personnes peuvent également rester plusieurs jours sans recevoir la moindre nourriture. En guise de justification, un membre de la police aurait répondu à la journaliste : « On ne peut pas nourrir tout le monde ! »

En principe, les étrangers ayant tenté de fuir des persécutions ou des menaces dans leur pays peuvent déposer une demande d'asile. Mais cette possibilité légale reste soumise à l'arbitraire de policiers qui souvent refusent d'enregistrer les demandes ou de fournir aux demandeurs les formulaires administratifs nécessaires, attendant que ces personnes se lassent et se laissent renvoyer, malgré les risques encourus, dans leur pays d'origine.

On le voit, de Pasqua à Vaillant, les conditions d'accueil faites aux étrangers les plus démunis ne changent pas. Les quelques droits qui leur ont été accordés sont allègrement bafoués, quant au simple respect des personnes, ce n'est pas là qu'il faut le chercher.

Roger MEYNIER

Anciens combattants étrangers UNE DISCRIMINATION INDIGNE

Le Conseil d'Etat a décidé, par un arrêt du 30 novembre dernier, de donner raison à la requête d'un ancien militaire sénégalais, engagé dans l'armée française de 1937 à 1959, qui demandait la revalorisation de sa pension militaire.

La décision du Conseil d'Etat représente une véritable sanction à l'égard du gouvernement, qui a maintenu la discrimination entre militaires français et étrangers, depuis la loi de novembre 1959, bloquant pensions et retraites pour les militaires étrangers. Cette loi,

prise en pleine guerre d'Algérie par un Etat impérialiste aux prises avec les aspirations indépendantistes des peuples qu'il tentait de maintenir sous le joug colonial, gela l'évolution du montant versé aux anciens combattants à partir de la date de l'indépendance de leur pays.

DÉMOCRATIQUE, MAIS PAS LÉGAL

Le référendum des futurs riverains ou expropriés de Chaulnes, dans la Somme, se prononçant massivement contre le projet d'un troisième aéroport parisien chez eux, a été déclaré illégal par les autorités préfectorales et nationales.

Il en avait été de même pour le référendum dans la vallée qui conduit au tunnel du Mont-Blanc, contre la réouverture du tunnel aux poids-lourds. Les populations avaient voté NON, les autorités supérieures ont décrété l'illégalité de la consultation et Gayssot... a décidé de rouvrir le tunnel aux poids-lourds.

Et pourquoi donc l'expression du sentiment de la base serait-il illégal? Les autorités

objectent que les intérêts des populations locales, fussent-ils exprimés majoritairement, ne devraient pas s'imposer devant l'intérêt général, et que c'est donc ce dernier qu'il faut prendre en compte. Fort bien, mais dans le cas du troisième aéroport, très contesté, on se demande où est l'intérêt général. Et s'il y avait un référendum, national cette fois, il n'est pas du tout certain que le projet gouvernemental l'emporterait...

C'est bien pourquoi, en général, les gouvernements quels qu'ils soient se gardent bien de demander l'avis de la population sur les questions qui la concernent vraiment.

A. V.

L'arrêt d'aujourd'hui signifie aussi que la revalorisation des pensions et retraites peut être exigée par l'ensemble des militaires étrangers intégrés à l'armée française. Quelque 85 000 personnes seraient ainsi en situation de réclamer une revalorisation et un rattrapage des arriérés. Les veuves et leurs enfants pourraient également bénéficier de cette mesure.

Au total, la dette du gouvernement français à l'égard de ces soldats et de leurs familles est estimée à quelque 10 milliards de francs. Encore faut-il que le gouvernement débourse cette somme sans plus attendre, une somme qui de toute façon ne compensera que bien mal la quarantaine d'années pendant lesquelles ces anciens soldats ont reçu des pensions dérisoires. Pour quinze ans passés dans l'armée, un ancien combattant français touche environ 2 800 francs de retraite, ce qui n'est déjà pas bien lourd, mais l'indemnité d'un Guinéen, autrefois enrôlé dans l'armée, est de 673 francs et celle d'un Tunisien ou d'un Marocain de 400 francs. S'il est reconnu invalide à 100 %, un soldat français touche une pension de 4 500 francs mensuels contre 1 500 francs à Dakar et

500 francs à Tunis. Les veuves étrangères, quant à elles, ne touchaient jusqu'à présent aucun reversement.

Lorsqu'une décision de la Cour administrative d'appel était intervenue en juillet dernier pour qualifier cette situation de discriminatoire et contraire à la Convention européenne des droits de l'homme, Fabius et le ministère de l'Economie et des Finances n'avaient rien trouvé de mieux que de saisir le Conseil d'Etat dans l'espoir qu'il s'oppose à toute révision.

Quand il s'agit des intérêts de vieux émigrés, parfois blessés et invalides, retournés dans leur pays quand ils n'étaient pas morts dans les guerres de l'impérialisme français, les gouvernants n'ont aucune reconnaissance ni même aucune gêne à les abandonner purement et simplement, allant jusqu'à justifier les discriminations expliquant que les besoins, les niveaux de vie, sont différents et qu'il n'est donc pas nécessaire de verser autant à un ancien combattant étranger qu'à un français. Les Fabius, Jospin et leurs prédécesseurs, Mitterrand et autres, n'ont vraiment pas honte.

L. P.

GAYSSOT NOUS MÈNE EN BATEAU

Gayssot s'y entend pour faire des vagues. Lors du naufrage de l'*Erika*, il était un des premiers à se faire voir sur place. Il a fait de belles déclarations sur la nécessité de prendre des mesures strictes pour prévenir toute nouvelle pollution maritime.

Il a aussi affirmé que pour que ces mesures soient véritablement efficaces, il fallait qu'elles soient décidées au niveau de l'Europe, compte tenu de la nature internationale du trafic.

Eh bien, deux ans après le naufrage de l'*Erika*, la France vient de recevoir une remontrance de la Commission européenne. Les inspecteurs français n'ont contrôlé que 12,5 % des navires qui ont mouillé dans les ports du pays, alors qu'il aurait fallu en contrôler 25 % minimum.

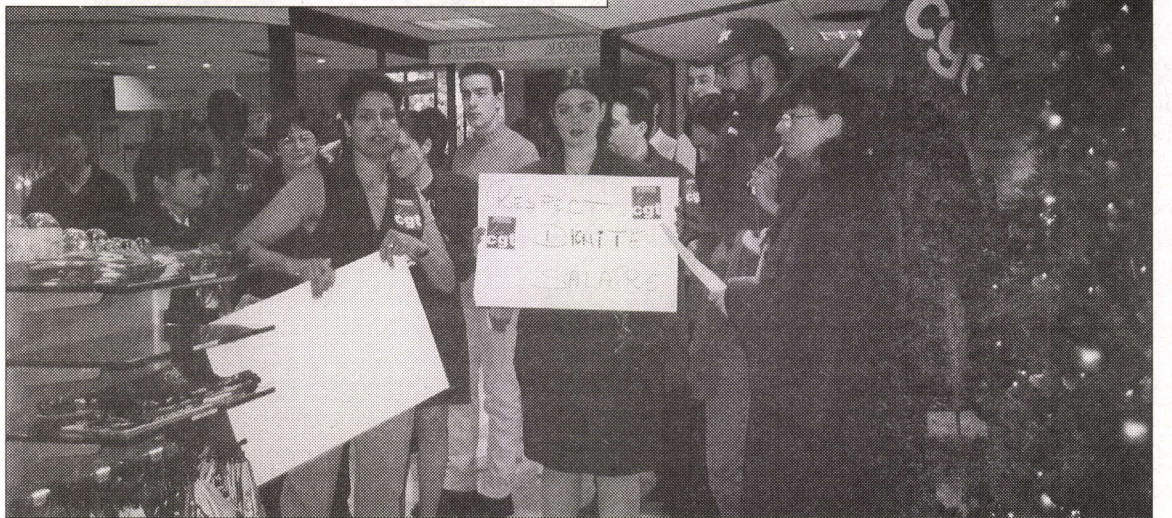
C'est que la France manque d'inspecteurs. Les prochains budgets devraient permettre d'en recruter une cinquantaine de plus (cela sera-t-il suffisant?)

Pourtant, depuis deux ans, les autorités françaises auraient eu largement le temps de recruter et former les quelques dizaines d'inspecteurs manquants.

Oui, mais pour veiller à la propreté de la mer, il faut faire autre chose que brasser du vent.

A. V.

Flo Concess Paris 9^e



LA COUPE EST PLEINE

Flo Concess, ce sont les restaurants des grands magasins du Printemps à Paris. Ils servent jusqu'à 500 repas par jour et plus de 800 pendant la période des fêtes. Ils sont employés à la plonge, aux cuisines, à l'entretien et au service en salle.

Jeudi 6 décembre, les employés de Flo ont décidé de se mettre en grève. Cela fait des années que la direction de Flo leur demande toujours plus : fermetures tardives et nocturnes,

amplitude horaire plus importante sans paiement des heures supplémentaires, ouvertures du dimanche comme pour les périodes des fêtes de Noël et du Jour de l'An, sans majoration de salaire ni repos compensateur. Après 7 ans d'ancienneté, certains ne gagnent que 5 800 F. Le ras-le-bol est tellement grand que des employées encore à l'essai ont décidé elles aussi de se mettre en grève.

La direction a bien essayé

d'intimider les grévistes en leur envoyant un huissier pour constater que l'entrée du restaurant était bloquée, mais devant l'accueil de certains clients qui refusaient par solidarité d'entrer déjeuner, celui-ci est resté sur sa faim. La grève a duré jusqu'au dimanche 9 décembre. La direction a fait quelques concessions, mais les employés de Flo sont bien décidés à lui rappeler qu'ils ne veulent plus manger de ce pain-là.

Musée de l'Homme

LA GRÈVE CONTINUE

La grève au Musée de l'Homme à Paris (voir notre article dans LO du 7 décembre dernier) en était le 11 décembre à son 23^e jour. Voici quelques extraits d'un communiqué du comité de grève :

« Vendredi 8 décembre, le personnel a décidé à la quasi-unanimité de reconduire la grève totale.

En présence de M. Jean-Claude Moreno, administrateur provisoire du Muséum national d'Histoire naturelle, les conseillers des ministères de l'Education nationale, de la Recherche et de l'Environnement ont annoncé solennellement la décision gouvernementale : la liquidation du Musée de l'Homme.

Aux quatre revendications des personnels du

Musée, les représentants du gouvernement ont précisé oralement :

- Déménagement de la totalité des collections du laboratoire d'Ethnologie, dans les meilleurs délais.

- Transfert de l'intégralité de la bibliothèque-photothèque au quai Branly avec les personnels attachés.

- Occupation temporaire du site avec des expositions jusqu'à 2004.

- Flexibilité des personnels par la suite.

- Et abandon du nom même du Musée de l'Homme.

Il est donc désormais évident que c'est moins la construction du musée du quai Branly que la destruction du Musée de l'Homme que le gouvernement a décidé.

(Contact comité de grève : 06 72 84 46 66 - 01 44 05 72 72)

Bata-Moussey
(Moselle)

6 MILLIONS POUR LE PDG LICENCIÉ, 35 MILLIONS POUR LES 526 LICENCIÉS...

Jeudi 6 décembre, près de 200 travailleurs de Bata sont allés rendre visite à des magasins Bata des quartiers chics de Paris. On aurait dit qu'une tornade s'était abattue sur ces magasins. Car si Bata veut nous empêcher de travailler, on ne voit aucune raison de laisser le groupe continuer à vendre en faisant de superprofits. Une quinzaine d'entre nous ont été embarqués au poste de police, parce que, même sous un gouvernement de gauche, c'est un crime d'empêcher une multinationale de vendre, mais c'est tout à fait normal de priver de leur gagne-pain 526 travailleurs.

Mardi 11, nous étions près de 100 à Metz lors d'une séance du tribunal de commerce qui étudiait la demande d'annulation du plan de reprise déposé par les avocats du Comité d'entreprise (CE). Le plan prévoit la reprise de 268 salariés et le licenciement de 526 autres. Les CRS étaient présents en force à Metz, autant devant le tribunal que

devant les magasins Bata du centre-ville.

UN ACCORD POUR BLANCHIR BATA

De plus, la veille, l'avocat du CE de Bata découvrait l'existence au greffe du tribunal de commerce d'un accord secret négocié fin novembre entre Bata, les administrateurs judiciaires, le représentant des créanciers et le juge commissaire. Cet accord prévoyait que le groupe Bata verserait 35 millions au repreneur, 35 millions de francs pour financer le « plan social » et 3 millions pour apurer les dettes... en échange de l'impunité pour les représentants du groupe en cas de découverte de fautes de gestion. Selon l'avocat, « cette transaction s'est déroulée en présence du procureur ». C'est dire que les pouvoirs publics couvrent totalement Bata. Et c'est d'autant plus scandaleux que de nombreux rapports ont dénoncé la gestion

de Bata qui mériterait – même d'après les lois actuelles – de nombreuses condamnations pour sa façon de tenir les comptes.

Rappelons quand même qu'il y a quelques années le tribunal de Metz avait jugé et condamné – des peines amnistiées par la suite – plusieurs dizaines de travailleurs de Bata accusés d'avoir volé des paires de chaussures. Mais aucun tribunal ne juge les patrons voleurs d'emplois, de salaires, responsables de dizaines de vies brisées. On vient une nouvelle fois d'en avoir la preuve.

100 000 F POUR TOUS ET
10 000 F PAR ANNÉE
DE PRÉSENCE

Le projet de fermeture du site de Moussey prévoyait, entre autres, pour Bernard Dupont, le PDG de Bata SA, une prime de six millions de francs à la fin de son sale boulot de fossoyeur. Six millions pour lui et à peine six fois plus – 35 – pour 526 ouvriers licenciés, voilà les

comptes des patrons!

D'ailleurs Dupont n'en est pas à sa première liquidation. C'est lui qui a mis en œuvre la liquidation de Myrys – alors propriété du groupe Bata. Lui encore qui a touché 400 000 F de prime lors du dernier plan social chez Bata en 1997, pour avoir obtenu que le « plan social » ne coûte rien au groupe.

Les travailleurs de Bata ne

veulent pas partir avec rien. Ils revendiquent une indemnité de préjudice de 10 000 F par année de présence avec un minimum de 100 000 F, en plus des dérisoires indemnités légales. L'intersyndicale a chiffré à 106 millions ce que cela coûterait au groupe Bata. Une goutte d'eau par rapport à l'océan des profits qu'il a réalisés.

Correspondant LO

**S'ils ne nous laissent
pas travailler
on ne les laissera
pas vendre**

L'intersyndicale a calculé que les licenciés ne toucheront que 4 743 F d'allocations chômage, soit près de 800 F de moins que le Smic.

Les licenciements à Moussey, c'est une baisse de niveau de vie pour tous, des profits supplémentaires pour le groupe Bata en faisant produi-

re dans le Tiers Monde, et des chaussures qui ne seront pas moins chères dans les magasins pour les consommateurs.

Et il faudrait laisser les magasins Bata vendre en toute tranquillité?

Extrait du bulletin Lutte
Ouvrière Bata

Tokheim Grentheville (Calvados)

GRÈVE POUR LES SALAIRES, LA DIRECTION RECULE

Lundi 3 décembre chez Tokheim, l'un des principaux fabricants de pompes à essence ainsi qu'une des sociétés assurant la maintenance des stations-service, à l'occasion du Comité Central d'Entreprise, les usines de Falaise (Calvados) et de Grentheville (dans la banlieue de Caen) étaient appelées par les syndicats CGT, CFDT et FO à débrayer pour une augmentation de salaire de 50 euros.

A Grentheville, environ 150 salariés sur 250 arrêtaient le travail, et 38 sur 50 à Falaise. Tout le monde était content de se voir si nombreux.

Les salaires, pour la plupart moins de 8 000 F net pour les ouvriers, sont plus qu'insuffisants. Pourtant il y a du boulot, spécialement ces derniers mois: le passage à l'euro est l'occasion pour les pompistes de renouveler leurs pompes. Les nouvelles normes européennes imposent aux stations qui ont un fort débit de s'équiper de pistolets munis de récupérateurs de vapeur. Le nombre de pistolets fabriqués n'a jamais été aussi important. Les car-

nets de commandes sont pleins...

La société affiche des profits records. Alors pour beaucoup d'entre nous c'était vraiment le moment de faire grève pour les salaires, ras le bol que seuls les actionnaires profitent!

La proposition de la direction, un acompte de 2 200 F brut à récupérer sur les augmentations salariales de 2002, était bien insuffisante.

Lors du débrayage, une grande majorité de l'assemblée générale des salariés de Grentheville avait voté la grève pour le jeudi suivant 6 décembre. Ce matin-là nous avons bloqué les grilles d'entrée de l'usine de Grentheville et nous nous sommes rassemblés à plus de 120. Il ne fallut que quelques heures pour que la direction fasse des propositions: un minimum de 250 F brut d'augmentation de salaire, une prime de 2 500 F net en décembre et de 500 F en janvier, et le paiement des heures de grève. Pas de quoi nous satisfaire totalement... mais suffisamment pour changer l'ambiance au boulot et regonfler tout le monde!

CHEZ KENZO LES SALAIRES SE PORTENT COURT CET HIVER!

Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ont servi d'opportun prétexte aux compagnies aériennes pour justifier les milliers de licenciements qu'elles avaient prévus bien avant septembre. Voilà qu'ils servent à présent au groupe de vêtements de luxe Kenzo, filiale de LVMH, pour demander à ses employés du travail supplémentaire payé au lance-pierres.

Pour tenter d'obtenir l'équivalent de cent journées de travail à raison d'un ou deux jours par salarié volontaire pendant les soldes de janvier, la direction a en effet adressé à l'ensemble du personnel, sous le titre « Tous en boutique », un courrier qui ne manque pas de piquant. Qu'on en juge: « Comme vous le savez

tous – écrit le PDG – les événements dramatiques des Etats-Unis se sont traduits par un ralentissement sévère des activités du secteur du luxe. Kenzo n'échappe pas à cette tendance. Elle nous impose une gestion extrêmement prudente à très court terme, ainsi que des mesures (...) de réduction des coûts. J'ai demandé à l'ensemble des magasins de ne pas recourir à du personnel extérieur à la société, et d'essayer de trouver en priorité des ressources en interne pour la période des soldes. Ces efforts d'imagination (...) prennent aujourd'hui la forme d'un mouvement d'entraide et de soutien vis-à-vis du personnel de vente (...). Je compte sur votre mobilisation et votre esprit d'entreprise... »

Travailler à la vente de 10

heures à 19h30 en semaine ou de 10 heures à 20h30 le samedi en étant avertis qu'il n'y aura aucun autre avantage que de récupérer les jours travaillés quand ça arrange les patrons, que le travail du samedi ne donnera lieu à aucune compensation supplémentaire, ni en salaire ni en temps, et que les frais de déplacement supplémentaires seront à la charge des éventuels volontaires, ce n'est plus Kenzo, c'est les Restos du cœur...

L'annonce récente du fait que Bernard Arnault, le patron de LVMH, se classe cette année au deuxième rang des plus grandes fortunes de France, permettra du moins aux éventuels volontaires de savoir qu'ils ne se sacrifient pas pour rien...

Dans l'électroménager

LICENCIEMENTS ET BAS SALAIRES POUR PLUS DE PROFITS

Les patrons de l'électroménager pleurent misère et prétextent de difficultés pour licencier comme on l'a vu chez Moulinex et comme on le voit chez EGO Production, une petite

entreprise appartenant à un grand groupe de la banlieue de Metz.

Mais chez ceux qui affichent de confortables profits, les salaires en production sont bas et les

cadences de plus en plus dures. C'est ce contre quoi se battent les travailleurs de Scholtès à Thionville qui sont en grève pour 1 000 F d'augmentation des salaires.

Ego Production-Saulny (Banlieue de Metz)

EMPLOIS SACRIFIÉS

Cent quarante salariés fabriquent des thermostats, résistances et modules d'induction pour l'électroménager dans l'usine EGO Production de la banlieue de Metz. L'usine appartient au groupe mondial EGO qui comprend 7 000 salariés et réalise plus de 3,1 milliards de chiffre d'affaires.

Il est bien difficile de savoir quelle est la réalité des comptes de ce groupe familial non coté en Bourse. En effet, le siège d'EGO est en Suisse, qui n'est pas le pays le plus réputé pour la transparence financière, et appartient à deux familles allemandes Fischer et

Blanc. De plus, l'argent circule entre les différentes filiales. Par exemple des frais de recherche sont facturés à l'usine par le groupe EGO, et c'est une autre société, du nom d'EGO France, qui est chargée de commercialiser la production... Tout cela permet de faire apparaître à volonté pertes ou bénéfices dans telle ou telle filiale. Mais ce qui est sûr c'est que les familles Fischer et Blanc sont fort riches et pas les salariés d'EGO.

En 2000, Ego Production était bénéficiaire. Cette année, il y aurait une légère perte, sans conséquence pour un groupe de la taille d'EGO. En fait, le site de

Saulny n'intéresse plus le groupe qui a pris la décision de délocaliser les fabrications des grandes séries en Turquie et en Slovaquie. La direction a pris le prétexte du dépôt de bilan de Moulinex, pour lequel travaille l'usine EGO, et de l'attentat du 11 septembre pour annoncer la suppression de la moitié des emplois sur le site. Aujourd'hui 45 ouvriers, 6 cadres sur 7 et une bonne partie de la maîtrise sont menacés de licenciement.

La direction a présenté un plan de relance de l'usine dont la seule chose crédible est le retour des bénéfices dès 2003. En effet, cette année-là, 4,6 millions de profits sont prévus, soit l'équivalent de 29 emplois. Si d'ici là, ils n'ont pas purement et simplement fermé l'usine pour faire encore un peu plus de bénéfices ailleurs...

Scholtès-Thionville (Moselle)

EN GRÈVE POUR 1 000 F D'AUGMENTATION DE SALAIRE

Depuis jeudi 6 décembre, l'usine Scholtès de Thionville (420 salariés en CDI dont 230 ouvriers, plus actuellement 150 intérimaires) est en grève, suivie par 70% des ouvriers. La production est paralysée et des piquets bloquent les accès de l'usine empêchant l'approvisionnement.

La grève a démarré suite à une agitation de la CGT - le syndicat majoritaire - sur la question des salaires, avec la revendication d'une augmentation de 1 000 F par mois et d'une prime de fin d'année de 3 000 F. Il faut dire que les salaires sont bas chez Scholtès - 6 000 à 6 500 F mensuels - et que les travailleurs ne voient aucu-

ne raison de se contenter de salaires si petits dans un groupe qui fait des bénéfices si gros.

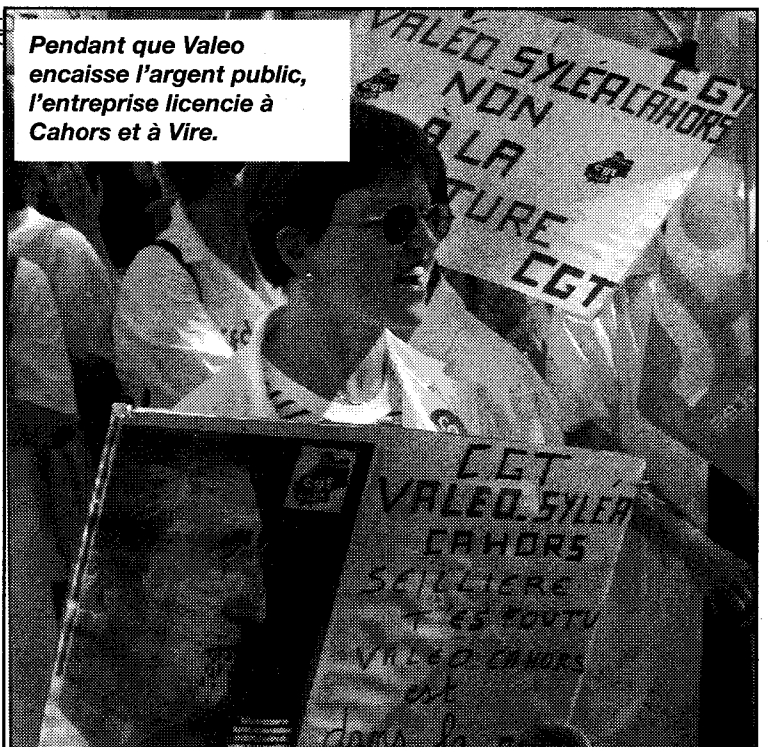
En effet, Scholtès a été racheté par le groupe Merloni en 1989, le troisième groupe européen d'électroménager, qui regroupe aussi les marques Ariston et Indesit. Avec 8 000 salariés et 14 usines, Merloni a augmenté en 2000 son chiffre d'affaires de 12,8%... mais ses bénéfices de 60%, soit 279 millions de francs! C'est dire que l'exploitation des salariés s'est accrue.

Le propriétaire du groupe, Vittorio Merloni, devait venir sur le site de Thionville jeudi 6 décembre. Crainte d'être chahuté ou pas, toujours est-il qu'il a

annulé sa visite au dernier moment. Et à la réunion avec la direction locale, où la revendication de l'augmentation des salaires a été posée, le DRH a répondu qu'il ne pouvait pas en discuter car cela relevait de la décision de... Merloni! Cela a mis les travailleurs en colère et la grève a démarré, soutenue par la CGT et la CFDT, mais pas par FO.

Mardi 11 décembre, la grève se poursuivait. Elle est revotée tous les matins en assemblée générale au piquet de grève. L'usine est bloquée, rien ne rentre ni ne sort. Les travailleurs en ont marre des bas salaires et des conditions de travail qui se sont aggravées à mesure que les profits de Merloni s'accroissaient.

Pendant que Valeo encaisse l'argent public, l'entreprise licencie à Cahors et à Vire.



Valeo-Amiens

VALEO DÉVALISE LES CAISSES PUBLIQUES AVEC LA COMPLICITÉ DES AUTORITÉS

Il y a trois ans, la direction de l'entreprise Valeo demandait des subventions publiques pour financer la construction d'un centre technique dans son usine d'Amiens. Il semble tout naturel à ces patrons que les collectivités publiques leur distribuent l'argent des impôts.

Pour recevoir les 15,4 millions de francs de la Région, du Département, de l'agglomération d'Amiens et de l'Europe, l'entreprise a mis en avant la promesse de 130 créations d'emplois sur trois ans. Or, à échéance de cette période, il n'y a que 83 personnes travaillant dans ce centre technique, dont une trentaine de personnes déplacées par la direction du centre de Saint-Ouen, en région parisienne. Et la cinquantaine d'embauchés supplémentaires ne compensent qu'à peine les départs, dans le reste de l'usine, des ouvriers partant en retraite anticipée dans le cadre de la loi sur l'amiante.

En fait les effectifs de l'usine d'Amiens n'ont pas augmenté. Le syndicat CGT dénonce là un abus de biens publics et demande aux responsables des collectivités publiques qu'elles exigent la restitution de l'argent. Mais ces responsables font la sourde oreille. Ils sont parfaitement au courant des escroqueries répétées: ainsi, il y a quelques années, ils avaient déjà versé des subventions à l'entreprise d'Amiens pour aider à la création de 80 emplois dans un nouvel atelier en collaboration avec le japonais Seiko. Un atelier qui n'a jamais marché.

Le député-maire d'Amiens, Gilles de Robien, a imaginé une combine pour donner des subventions supplémentaires: la zone très précise où se trouve le nouveau centre technique a été classée en Zone franche (donc exemptée d'impôts).

Au lieu d'embaucher suffisamment, la direction recourt mas-

sivement aux intérimaires (une moyenne de 240 par mois). Certains sont dans l'usine depuis 10, voire 14 ans. Mais avec des contrats de travail d'une journée! Prolongés jusqu'au vendredi pour «surcroît exceptionnel de travail dans l'usine».

Les plus jeunes d'entre eux, moins bien formés, sont plus exposés aux accidents graves, en net accroissement. Ainsi un jeune de vingt ans a eu récemment la main broyée.

Le syndicat dénonce aussi le danger grave et imminent dans l'usine. Aux ouvriers que les patrons ont empoisonnés à l'amiante en toute connaissance de cause pendant des dizaines d'années, succèdent ceux qui le sont par les poussières de silice et de quartz, tout aussi dangereuses, qui envahissent l'atelier de fonderie.

Les familles des ouvriers décédés de cancers dus à l'amiante viennent de perdre leur procès contre Valeo qui n'aura pas un sou à déboursier.

Le patron de Valeo, Ernest-Antoine Seillière, membre de la riche famille de Wendel, a déclaré avoir empoché l'an dernier 2,5 milliards de francs de bénéfices nets.

Lorsqu'il met sa casquette de président du Medef, le baron Seillière dénonce l'ingérence du gouvernement dans l'économie et la libre entreprise, mais lorsqu'il joue le rôle de patron de Valeo, le même trouve tout naturel de tendre avec insistance son chapeau pour recevoir l'argent de l'Etat.

LA POSTE
Région parisienne

14 décembre LA POSTE À GUICHETS FERMÉS

Le 14 décembre, l'ensemble des syndicats de La Poste de la région parisienne ont appelé à une journée de grève dans les bureaux de poste pour appuyer les revendications dans le cadre du passage à l'euro. Outre les mesures de sécurité (il y a un ou deux braquages par semaine actuellement), les guichetiers veulent surtout des emplois en plus et une prime de l'ordre de 6000 francs pour compenser le travail supplémentaire.

Le 14 décembre a été choisi parce que c'est le jour où doit débuter la distribution des sachets euros pour les particuliers (15,25 euros pour 100 francs), à La Poste comme aux guichets des banques. En cas de succès de cette journée, certains syndicats (CGT, Sud...) envisagent d'appeler aussi le 2 janvier, jour véritable du passage à l'euro et aussi jour où les fédérations syndicales des banques ont déposé un préavis de grève.

Aux guichets des bureaux de poste, le mécontentement est certain. Cela s'est traduit lors

de la journée nationale d'action du 16 octobre, puisque plus de 30% des guichetiers parisiens étaient en grève et certains bureaux étaient complètement fermés, ce qui est rare.

Depuis des années, le nombre d'employés diminue et les queues s'allongent dans de nombreux bureaux. La mise en place des 35 heures s'est traduite assez souvent par de nouvelles suppressions d'emplois, des chamboulements dans les horaires... sans aucun avantage : par exemple à Paris, les guichetiers n'ont obtenu aucun jour de repos supplémentaire, la direction se contentant de diminuer les horaires quotidiens en les alignant totalement sur les heures de pointe. Cela se traduit par un stress toujours plus grand avec les queues qui s'allongent, surtout les jours des virements sociaux (allocations, RMI...). C'est le vécu quotidien de milliers de guichetiers de La Poste... et des usagers.

Avec le passage à l'euro, tout le monde sait que pendant des jours cela va être l'enfer : des millions de personnes vont se présenter pour changer leurs francs en euros, se faire expliquer l'arrondi, vérifier leurs pièces. Les opérations les plus simples, comme la vente d'un carnet de timbres, prendront bien plus de temps, par exemple pour éditer un reçu avec contrepartie francs-euros. Et la double

circulation des monnaies, francs et euros, représente une augmentation considérable des manipulations aux guichets et dans les services de caisse.

Face à cela, la direction s'est contentée de dire que tout irait bien, avec l'embauche de 3 000 intérimaires à l'accueil et d'un millier de « jeunes retraités » en renfort.

Si renforcer l'accueil est une bonne chose, le millier de retraités en renfort ne fait pas le poids. D'abord, il aurait mieux valu, comme le pensent la plupart des postiers, embaucher des chômeurs. Mais surtout, c'est tous les emplois supprimés ces dernières années qu'il faut recréer.

Il faut donc souhaiter que cette journée de grève soit bien suivie, et que les guichetiers des bureaux de poste parisiens soient nombreux au rassemblement organisé, afin de bousculer la direction et de l'obliger à revoir sa copie : emplois, prime de passage à l'euro... Et puis pour bousculer aussi les fédérations syndicales qui ne veulent pas vraiment organiser la lutte contre la direction.

Ainsi le 14 décembre, seule la région parisienne était appelée à faire grève, alors que les problèmes et les revendications sont les mêmes dans tous les bureaux des grandes villes et de leurs banlieues.

Correspondant LO

Renault Technocentre – Guyancourt
(Yvelines)

LA GRÈVE DE GÉODIS

Géodis, société de maintenance logistique qui regroupe un certain nombre d'entreprises de transports comme Calberson, se charge depuis six ans des transports de colis au sein du Technocentre de Renault, à Guyancourt dans les Yvelines.

Renault a annoncé à cette société dans une lettre du 21 septembre qu'elle rompt son contrat avec elle à compter du 31 décembre. Cela fait donc trois mois que la direction de Géodis est au courant de la fin du contrat. Mais elle n'avait pas prévenu les salariés.

Des bruits ont couru sur cette rupture de contrat. Et le jeudi 6 décembre, les travailleurs de Géodis se sont mis

en grève, demandant aux responsables de venir s'expliquer lors d'une assemblée générale. Ils ont eu alors la confirmation de la fin du contrat et ils ont dit aux responsables ce qu'ils pensaient de leurs méthodes : attendre le dernier moment pour les prévenir qu'ils pourraient se trouver à la rue l'année prochaine !

Les travailleurs de Géodis réclament que l'ensemble des 46, dont 28 en contrat à durée indéterminée et 18 intérimaires, soient repris intégralement par les sociétés Mainco et Bovis qui vont désormais travailler pour Renault, à la place de Géodis. Ils demandent les mêmes salaires, avec la prise en comp-

te de leur ancienneté.

Mais pour le moment, Mainco et Bovis s'engagent officiellement à ne reprendre que 15 à 20 salariés. Ils leur proposent de faire une demande d'embauche, puis de démissionner de Géodis... Tout le monde s'interroge sur ce que cache cette proposition. C'est pourquoi, depuis le 6 décembre, la grève continue. Il n'est pas question d'accepter que les travailleurs ne retrouvent pas leur emploi.

Renault, le donneur d'ordre, est aussi responsable de cette situation, et participe ainsi à l'augmentation de la précarité.

Correspondant LO

Chèques Postaux
Orléans – La Source

UNE DIRECTION IRRESPONSABLE

Dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 novembre, une effraction a eu lieu dans les bureaux du service du personnel du Centre de chèques postaux d'Orléans-La Source, dans le Loiret. Le lendemain matin, les employés ont retrouvé leurs bureaux sens dessus dessous, mais rien n'avait été volé, si ce n'est un magnétoscope. Par contre, dans la journée, nous avons senti que l'air était irrespirable et avons commencé à sentir des picotements aux yeux et des démangeaisons. Nous avons quitté les bureaux et la direction s'est contentée de nous conseiller d'aérer en grand.

Mais le lundi matin, l'air était toujours irrespirable et une quinzaine d'entre nous ont dû se rendre à l'infirmerie. Les infirmières, devant le manque de réactions de la direction – un cadre osant même parler de psychose collective – ont décidé d'appeler les délégués du CHSCT (comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail).

Les délégués demandaient que les bureaux soient évacués et qu'il soit fait appel à une cellule spécialisée pour déterminer l'origine de ces troubles. La direction a refusé et a continué à nous faire travailler dans les mêmes bureaux. Pendant deux jours encore ce fut le défilé à l'infirmerie et le jeudi matin trois personnes durent être évacuées par l'infirmerie et dirigées chez des spécialistes suite à des problèmes oculaires. Et là, tout le personnel en colère décida qu'il ne continuerait pas à travailler dans de telles conditions.

L'inquiétude de toutes

et de tous était compréhensible. Nous avait-on déposé un produit dangereux pour notre santé ? Personne ne pouvait savoir s'il y avait un lien avec l'effraction. Les délégués décidaient de faire appel à la presse et à la télé pour dénoncer une direction qui attendait huit jours pour faire appel à un laboratoire et évacuer le personnel.

Les premiers résultats communiqués par le laboratoire font état d'un fort taux de poussière dans nos bureaux. Ce qui n'est guère étonnant. Depuis deux ans nous travaillons en permanence dans un véritable chantier. Il y a eu la phase de désamiantage, l'abattage de murs, de cloisons, la réfection des services, etc. Suite à ces travaux, la direction n'a jamais mis en place les moyens nécessaires au nettoyage complet des bureaux, si bien que la poussière règne en maîtresse dans tous les services. Pour le moment la direction a juste décidé de faire nettoyer à fond les locaux concernés. Il faudra certainement encore attendre d'autres incidents de ce genre pour qu'on puisse vraiment travailler dans des bureaux propres.

La direction n'est vraiment pas sortie grandie, c'est le moins qu'on puisse dire, de ces événements. Elle ne nous a pris au sérieux qu'au bout de huit jours et a attendu que la colère éclate pour mettre en place des mesures de vérification. Dans tout le centre le sentiment unanime est : « Et si cela avait vraiment été dangereux, c'était pareil ! ».

Correspondant LO

1951, EN TCHÉCOSLOVAQUIE, L'AFFAIRE SLANSKY

Le 27 novembre 1951, Rudolf Slansky était arrêté à Prague, en Tchécoslovaquie. C'était le début du dernier des grands procès politiques de l'après-guerre dans les pays dits de « Démocratie populaire » où l'URSS avait pris pied en 1945. Le premier procès, celui de Rajk en Hongrie, avait eu des répliques en Bulgarie, Pologne, République Démocratique Allemande, Roumanie.

A chacun de ces procès, des groupes de hauts dirigeants de l'Etat et du parti étaient accusés d'espionnage au profit des Etats-Unis (et, quand ils étaient d'origine juive, accusés de « sionisme », l'URSS ayant cessé de soutenir Israël comme elle l'avait fait au tout début de l'existence de cet Etat), avouaient les crimes les plus invraisemblables, étaient condamnés et exécutés. Dans chaque cas, on apprit par la suite que tout était faux, dans l'accusation comme dans les aveux.

A 50 ans, Rudolf Slansky avait un long passé de militant du PC tchécoslovaque.

Longtemps militant clandestin, député en 1935, réfugié en URSS au début de la guerre mondiale, puis combattant dans les maquis slovaques, secrétaire général du parti de 1945 à la veille de son arrestation, ami de longue date de Gottwald, le « Staline tchécoslovaque » : c'était un stalinien de choc, un « moscovite » sans états d'âme.

C'est même lui qui lança dans son pays la chasse aux « titistes » et lança la première grande « affaire », impliquant le ministre des Affaires étrangères, Clementis. « Il nous faut un Rajk tchécoslovaque », aurait-il déclaré. Finalement ce fut lui qui fut choisi pour tenir le rôle du « Rajk tchécoslovaque », sans doute à cause de son passé de résistant authentique et des amitiés qu'il avait conservées parmi les anciens partisans.

Brisé par les tortures et sans perspectives politiques autres que celles de ses bourreaux, Slansky avoua tout ce qu'on lui demanda d'avouer, comme les autres « traîtres ». Il est symptomatique que ceux qui survécurent à ces procès, une fois réhabilités, revinrent souvent au pouvoir pour mener une politique prosoviétique. Ce fut en particulier le cas de Kadar en Hongrie en 1956 et, en Tchécoslovaquie même, celui de Husak après le Printemps de Prague de

1968. Coaccusé de Slansky, Artur London refusa de tout avouer, lui. Il réussit pourtant à sauver sa vie et eut ensuite le loisir de décrire ce qu'il avait vécu dans le livre *L'aveu*. Mais il n'en devait pas moins rester toute sa vie un militant stalinien.

Dans ses souvenirs, la femme de Slansky rapporte ces phrases de son mari, juste après leur arrestation : « Je sais, c'est dur. Mais si le camarade Gottwald le sait, Staline le sait certainement aussi. Et nous devons pourtant le croire. » Ou encore : « Si Staline le dit, ce doit être vrai. » De là aux aveux, il n'y avait pas loin.

Le procès de Slansky se déroula en novembre 1952. Onze des accusés, dont Slansky et Clementis, furent condamnés à mort et exécutés. La mort de Staline, le 5 mars 1953, mit fin à la série des grands procès et interrompit l'instruction contre le « complot des blouses blanches » en Union soviétique.

Selon un calcul effectué en 1968, les purges auraient touché 136 000 personnes en Tchécoslovaquie, sur 14 millions d'habitants (presque 1 % !).

Les procès à grand spectacle comme celui de Slansky, supervisés de près par les services secrets de l'URSS, répondaient à une nécessité bien précise, dans les pays



Rudolf Slansky.

sous contrôle soviétique au début de la Guerre froide : éliminer des hommes qui, par leur poids personnel et leur passé, pouvaient incarner un jour des aspirations nationalistes – ce que l'on appelait alors le « titisme ». En même temps, la terreur visait à interdire toute révolte de la population contre les appareils d'Etat dictatoriaux installés et soutenus par l'Union soviétique.

Les méthodes des staliens, dont les purges devinrent le symbole, allaient cependant, à long terme, s'avérer impuissantes à main-

tenir l'emprise soviétique sur les pays de l'Est européen. En revanche, elles allaient contribuer à démontrer combien les régimes qui y avaient été installés au lendemain de la guerre étaient l'antithèse du socialisme et du communisme dont ils se réclamaient. Malheureusement, ils allaient aussi contribuer, tout comme le régime stalinien en URSS, à discréditer ces idées dans une grande partie de la population et de la classe ouvrière, à commencer par celles des pays de l'Est.

Vincent GELAS

LA MORT DE JEAN-PIERRE CHABROL

L'écrivain Jean-Pierre Chabrol est mort le 1^{er} décembre dernier. Il était également animateur de radio, comédien et conteur. En 1988 puis en 1990, il avait participé à la Fête annuelle de Lutte Ouvrière, à Presles, offrant l'occasion à tous d'apprécier justement son talent de conteur.

Mais c'est surtout par ses romans que Chabrol était connu et apprécié. Originaire des Cévennes, il s'est attaché dans plusieurs d'entre eux à faire revivre avec beaucoup de verve l'histoire de la région et des luttes de ses habitants. Dans *Les Fous de Dieu* par

exemple, il raconte la résistance farouche des paysans et bergers cévenols protestants (les Camisards) à l'autorité militaire et catholique des rois de France, entre 1685 et 1789.

Dans *Les Rebelles*, *La Gueuse* et *L'Embellie*, il brosse une fresque historique plus récente, vécue du côté du peuple, entre 1933 (la crise économique et la montée du fascisme) et 1936, avec la victoire du Front populaire. Dans *L'Embellie* en particulier, Chabrol évoque les grandes grèves de juin 1936, les espoirs qu'elles ont suscités et la façon dont elles ont été

arrêtées, sous la pression entre autres des militants communistes, sans discuter toutefois la politique des dirigeants du PCF au sein de la coalition du Front populaire.

Le Canon Fraternité constitue quant à lui un gros roman de 900 pages, récemment réédité, qui se passe exclusivement à Paris avant et pendant la Commune de 1871, dans le quartier ouvrier de Belleville, dont les habitants avaient collecté en août 1870, des sous de bronze pour fondre leur propre canon, baptisé Fraternité. Celui-ci devait leur permettre de se défendre

contre tous ceux qui porteraient atteinte à leur liberté.

Proche du Parti Communiste Français depuis la Résistance, dessinateur et journaliste à *L'Humanité* pendant longtemps, Jean-Pierre Chabrol s'était éloigné du PCF en 1956, lors de l'invasion de la Hongrie par les chars soviétiques. Mais il restait marqué par son passé.

Reste que l'attention que Chabrol portait aux petites gens, à leurs préoccupations, les descriptions chaleureuses de leur vie quotidienne, sa manière de restituer leurs réactions, font l'intérêt de

nombre de ses ouvrages.

Claire LACOMBE

La plupart des romans de Jean-Pierre Chabrol sont disponibles dans le Livre de poche, chez Pocket ou Folio; les éditions Omnibus présentent pour leur part trois imposants recueils : Quand la Cévenne se soulevait (comprénant Les Fous de Dieu, Un homme de trop, Les Innocents de mars et La Dernière Cartouche, 992 pages, 150 F); Gens de la Cévenne (comprénant Les Rebelles, La Gueuse, L'Embellie, Le Crève-Cévenne, 1080 pages, 145 F) et Le Canon Fraternité (928 pages 145 F).

HISTOIRES DE VIES BRISÉES

de Bertrand Tavernier

En décembre 1997, Bertrand Tavernier rendait visite à un groupe de sans-papiers lyonnais qui avaient entamé une grève de la faim et leur apportait son soutien : ils demandaient leur régularisation et protestaient contre la «double peine» dont ils étaient victimes. Le gouvernement Jospin envoya alors sur place un «médiateur». Les grévistes lui firent confiance et arrêterent leur grève. Mais les promesses ne furent pas tenues et la grève reprit en avril 1998. Le cinéaste vint suivre cette seconde grève de la faim avec sa caméra et donna la parole à ceux qui n'avaient pas réussi à se faire entendre la première fois. Puis, en juin 1999, la femme de l'un des premiers grévistes entama à son tour une grève de la faim et Tavernier était encore présent pour témoigner.

Ce film raconte donc ces trois grèves de la faim à partir d'images d'archives et d'interviews de personnes tantôt révoltées, tantôt accablées par l'injustice qu'elles subissent. Toutes ont commis des délits pour lesquels elles ont été condamnées. Mais elles ont purgé leur peine il y a

quinze, vingt ans et plus. Pourtant, parce qu'elles sont étrangères, une deuxième mesure a été prise contre elles : l'expulsion du territoire, ou comme le dit l'une d'entre elles, «le bannissement, l'exil», disproportionné par rapport à la gravité du délit. Peu importe que certains de ces immigrés soient arrivés en France à l'âge de trois mois, qu'ils aient toujours vécu en France, que leurs parents, leur femme, leurs enfants soient français, qu'ils ne connaissent personne en Algérie ou en Tunisie, qu'ils ne parlent pas un mot d'arabe : ils peuvent être expulsés, soit à titre administratif (par arrêté ministériel d'expulsion - AME), soit à titre judiciaire (sur décision d'un juge qui prononce l'interdiction du territoire national - ITN).

Les protagonistes du film racontent comment leurs vies ont été brisées par les décisions de juges haineux, comment ils ont «plongé» une fois revenus dans leur pays d'origine, comment ils ont frôlé la folie, comment ils sont revenus en France, ont vécu dans la clandestinité, avant de retrouver du travail au vu et au su des autorités ou de la

police, qui acceptent parfois de fermer les yeux ou même de les aider (comme le maire PCF de Vénissieux) : «Ils nous connaissent depuis qu'on est tout petits», dit l'un d'eux. Mais ils restent des clandestins, marginalisés, punis deux fois pour le même délit, parfois détenteurs d'une «abrogation» de l'AME temporaire, de six mois par exemple, renouvelables. Il leur est quasiment impossible de faire des projets, dans le «no man's land» où ils vivent, entre légalité et illégalité ; parfois les liens avec les proches s'effritent, se brisent.

Ces vingt dernières années, la double peine aurait concerné directement environ 17 000 personnes et, indirectement, plus de 100 000 (parents, proches). Ce film militant, sans fioriture, témoigne de cette situation inadmissible, et ne mâche pas ses mots vis-à-vis du pouvoir socialiste. À voir et à faire voir (si l'occasion se présente, car ce film n'a intéressé ni les distributeurs ni les chaînes de télévision et il ne passe que dans une seule salle à Paris).

Sylvain ROCHE

Une projection de BUTIN DE GUERRE

de David Blaustein

Le ciné-club de la Maison d'Argentine, à la Cité universitaire de Paris (27 A, bd Jourdan, Paris 14^e), projettera le film inédit *Butin de guerre*, de David Blaustein, en version originale sous-titrée en français, le mardi 18 décembre à 20 heures.

Butin de guerre est un témoignage émouvant sur un aspect de la lutte des Mères de la place de Mai, la recherche de leurs enfants et de leurs petits-enfants disparus. On sait que «les Mères de la place de Mai» sont ces femmes qui, en pleine dictature argentine (1976-1983), ont eu le courage de protester, chaque jeudi, sous les fenêtres du palais présidentiel, la Maison Rose, qui se trouve place de Mai, pour exiger des dictateurs des nouvelles de leurs enfants, filles ou garçons, militants syndicalistes, péronistes (montoneros) ou d'extrême gauche assassinés par les militaires mais déclarés «disparus» par les autorités. Quelque 3 000 personnes furent ainsi assassinées



de façon atroce comme ces militants drogués et jetés depuis des avions dans les eaux du Rio de la Plata, ce fleuve qui coule au pied de Buenos Aires.

En quête de la vérité sur leurs enfants, les Mères de la place de Mai découvrirent parfois que leur fille, enceinte, avait donné naissance à un enfant avant son assassinat et que celui-ci avait été volé et adopté

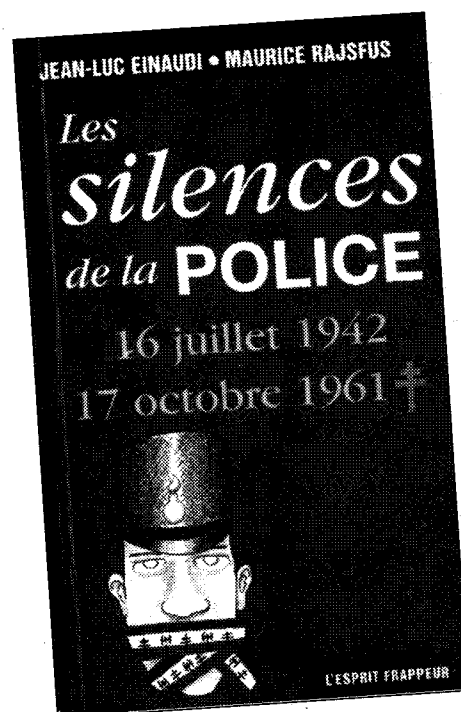
par des familles de militaires ou de proches des militaires : le «butin de guerre».

C'est cette quête, avec ses espoirs et ses déceptions, car certains enfants prirent le parti de leurs parents adoptifs, qu'évoque ce film poignant, dont on ne peut que regretter qu'il ne soit quasiment pas diffusé.

J. F.

LES SILENCES DE LA POLICE

de Jean-Luc Einaudi
et Maurice Rajsfus



En 2000, la préfecture de police de Paris a fêté son bicentenaire. Ce fut pour elle l'occasion de faire sa propre promotion en publiant un petit livre à prétention scientifique, intitulé modestement *La Préfecture de police au service des Parisiens. Fidèle à ses traditions pour préparer l'avenir*. Maurice Rajsfus et Jean-Luc Einaudi n'ont pas manqué de relever la grande discrétion de l'ouvrage sur deux événements importants dans lesquels la police parisienne joua un rôle de premier plan.

Ce fut tout d'abord, en région parisienne, la rafle de la population d'origine juive qui se déroula le 16 juillet 1942 et fut appelée «rafle du Vél d'hiv», du nom du lieu où la majeure partie des interpellés furent rassemblés avant leur déportation dans les camps de concentration nazis. Ensuite, à Paris, le 17 octobre 1961, quand la police parisienne chargea avec une violence extrême les manifestations de travailleurs algériens de Paris et de banlieue venus protester, à l'appel du FLN, contre le couvre-feu qui leur était imposé. Des milliers de manifestants

furent interpellés, frappés, tabassés, des centaines disparurent, on repêcha de nombreux corps dans la Seine.

Dans le texte de la préfecture de police, le premier événement est expédié en une phrase : «La police parisienne fut sollicitée pour la grande rafle qui groupa au Vélodrome d'hiver des milliers de Juifs». Pour le second comme pour l'ensemble des interventions de la police durant les années de la guerre d'Algérie, le texte policier constate de façon tout aussi lapidaire que «La police fut constamment à pied d'œuvre pour assurer la paix publique»...

En quelques pages rapides, brièvement mais fermement, Einaudi et Rajsfus rappellent ce que fut la réalité des agissements de la police. Un petit livre bien utile pour se rafraîchir la mémoire, sinon pour apprendre ce que furent ces journées.

Alain VALLER

Les Silences de la police, 16 juillet 1942, 17 octobre 1961. Jean-Luc Einaudi, Maurice Rajsfus, éditions L'Esprit frappeur, 20 francs.

Affaire Elf

LE PILLAGE DU CONGO... ET D'AUTRES PAYS

L'émission «Capital» sur M6 a récemment été consacrée à l'affaire Elf. Voulant savoir où étaient passés les milliards détournés de la compagnie pétrolière, l'enquête concluait que ceux-ci n'avaient pas été perdus pour tout le monde. Ce n'est pas vraiment un scoop. Cela fait plus de trente ans qu'Elf-Aquitaine, fondée sous les auspices du général de Gaulle, pille les réserves pétrolières africaines, détourne les milliards du pétrole avec la bénédiction du pouvoir politique !

La compagnie pétrolière française a corrompu à peu près tout ce qui est corruptible sur la planète : chefs d'Etat, ministres, députés, hommes d'affaires, surtout là où il y a du pétrole, du Venezuela à l'Afrique, en passant par l'Iran. Ce n'est que ces dernières années que la justice a commencé à s'intéresser de près au système Elf, véritable Etat dans l'Etat, essayant de faire la lumière sur les réseaux de corruption qu'il avait mis en place.

Ainsi pour pomper le pétrole du Venezuela, Elf a dépensé près de 20 millions de dollars pour corrompre chef d'Etat et ministres, soit 140 millions de francs. Une somme dérisoire au regard de ce que dépensait régulièrement le groupe en commissions diverses : de 300 à 800 millions de francs selon les années. Le système était bien rodé, notamment en Afrique. Là, la compagnie ne s'embarrassait pas de détails : le Congo-Brazzaville ne savait même pas combien il produisait de pétrole ! Elf remplissait des pétroliers de 100 000 tonnes sans les déclarer ; ce qui représentait un gain d'environ 100 millions de francs. Sa filiale Elf Congo ne payait jamais d'impôt à l'Etat congolais. Cerise sur le gâteau : Elf, en situation de monopole, dictait sa loi aux pays africains, mentait sur la vraie valeur du brut et achetait le pétrole beaucoup moins cher ! Tout bénéficiaire pour la compagnie.

Mais les dictateurs locaux ont également trouvé leur compte en laissant en place ce système de pillage. Elf leur accordait personnellement



Un cimetière improvisé le long de «l'avenue de la mort» à Brazzaville, lors de la guerre civile à odeur de pétrole.

une commission de 4 à 7 francs par baril produit. Lorsque l'on sait que chaque pays produit des millions de barils par an... le calcul est vite fait. Les sommes d'argent en jeu étaient telles que les dictateurs locaux n'ont jamais hésité à fomentier des guerres civiles pour accéder au pouvoir, tandis qu'Elf tirait les ficelles, finançait les uns, armait les autres, et soutenait toujours le vainqueur, afin de continuer à extraire le pétrole en toute impunité. C'est ce qui est arrivé au Congo-Brazzaville, un pays qui a connu plusieurs guerres civiles en cinq ans, qui ont fait des centaines de milliers de morts. Sassou N'Guesso, le dictateur qui règne actuellement sur le pays, bien en cour à Paris, a été l'un des principaux artisans de la guerre civile. Soutenu par Elf et les troupes angolaises, il n'a pas hésité à

mettre le pays à feu et à sang pour bénéficier de la manne pétrolière. Un sujet que les enquêteurs de «Capital» ont évoqué du bout des lèvres !

Les intermédiaires politiques et mafieux – on a du mal à les distinguer – qui ont négocié ou tenu les rênes de la compagnie pétrolière se sont enrichis personnellement, tout au long de ces trente dernières années. Ils se retrouvent aujourd'hui soit en cavale soit en prison ou menacés d'y revenir. Loïk Le Floch Prigent, PDG d'Elf de 1987 à 1993, est lui sous le coup de plus de trente mises en examen. Des dictateurs africains comme Sassou N'Guesso ou encore son gendre, Omar Bongo, au Gabon, ont perçu – et perçoivent toujours – les dividendes du pétrole, tandis que la population de leurs pays vit dans une misère profonde.

Les partis politiques français ont bénéficié à leur tour des largesses de ces mêmes dictateurs qui leur offraient régulièrement des valises pleines de billets pour qu'ils puissent faire face à leurs dépenses électorales.

Mais les vrais commanditaires du pillage du pétrole africain continuent à s'enrichir pour les uns et à faire carrière pour les autres. Jusqu'à présent la justice n'a mis une main, pas très rude, que sur des seconds couteaux. Les vrais responsables du pillage, les dirigeants de l'impérialisme français qui, de De Gaulle à Chirac, en passant par Mitterrand, ont encouragé et couvert les agissements d'Elf, n'ont jamais été inquiétés.

René CYRILLE

Comment France Télécom « modernise » les télécoms polonais

En octobre 2000, France Telecom prenait une participation dans l'opérateur téléphonique national polonais, TPSA.

En Pologne, l'opération, une des privatisations les plus importantes réalisées sous la houlette de l'Etat, avait été présentée sous le meilleur jour. Il s'agissait, disait-on, de moderniser un réseau désuet, avec l'intervention d'une entreprise moderne présentée comme préoccupée par les aspects sociaux des problèmes à résoudre. Et depuis ?

L'abonnement et les tarifs ne cessent d'augmenter. Selon le calcul fait par les syndicats polonais de TPSA, le tarif de l'abonnement a, depuis l'arrivée de France Telecom, été augmenté de 40 %. Les gens ne s'y retrouvent plus dans leurs factures qui, d'augmentation de l'abonnement en augmentation du tarif, leur coûtent de plus en plus cher. Premier résultat de tout cela, l'exclusion des plus défavorisés : 300 000 abonnés auraient résilié leur ligne. Et cela dans un pays où seulement 30 % de la population disposent d'une ligne fixe !

De plus, avec les perspectives économiques actuelles, plutôt en berne pour une multitude de raisons, les résultats de TPSA et le cours de l'action sont en baisse. Alors, France Telecom et TPSA ont décidé de donner un coup de frein aux investissements nécessaires au raccordement de nouveaux abonnés, et de s'en prendre aux emplois. Depuis octobre 2000, un emploi sur huit avait déjà été supprimé. Mais dans les trois prochaines années, cela devrait s'aggraver avec la suppression de 17 000 emplois.

Avec ou sans l'entrée dans l'Union européenne, les travailleurs et les abonnés du téléphone en Pologne sont prévenus. Avec l'arrivée des entreprises d'Europe occidentale, en guise de modernité, c'est surtout la gueule du requin qui a changé.

N. M.

Frégates

LES PUDEURS DE FABIUS

Les politiciens de tout bord, y compris les socialistes, parlent volontiers de transparence... quand il s'agit des autres. Mais il ne faut pas compter sur eux pour passer aux actes. Ainsi le ministre de l'Economie et des Finances, Laurent Fabius, a refusé de lever le secret-défense sur les commissions qu'avait versées Thomson et dont l'entreprise avait déclaré le montant à l'occasion de la vente de six frégates françaises à Taiwan, en 1991, commissions

estimées à plus de 3 milliards de francs.

Deux juges réclamaient à Fabius l'accès aux archives des douanes, afin de vérifier si des politiciens français n'avaient pas été «arrosés» au passage. Fabius a préféré suivre l'avis de la Commission consultative du secret de la défense nationale qui, le 29 novembre, s'était déclarée opposée à la levée du secret.

Des organismes sont certes chargés de contrôler le secret-

défense. Ils émettent des «relevés d'observations» détaillés, à l'usage du seul ministre. Le ministre a le droit de rendre publics ces relevés d'observations. Seulement Fabius, cachottier, ne le veut pas.

Et le tour est joué : industriels, intermédiaires arrosés, politiciens qui ne le sont pas moins, tout ce beau monde continue ses petites et grosses affaires sous le couvert du secret-défense... de savoir.

V. G.

DIFFAMATION

Un journaliste de l'Express (1), du nom de François Koch, vient d'être condamné par un jugement en appel en date du 22 novembre 2001 de la 1^{re} chambre, section B de la Cour d'appel de Paris, pour diffamation envers un de nos camarades (R. Barcia, alias Hardy) pour des affirmations le concernant contenues dans un pamphlet extrêmement critique, c'est le moins qu'on puisse dire, envers Lutte Ouvrière, paru juste avant les élections européennes et annoncé comme tel aux libraires (aucun rapport évidemment).

Ce jugement confirme le précédent, rendu pour les mêmes faits

le 5 mai 2000 par la 1^{re} chambre du tribunal de Grande Instance de Paris, jugement contre lequel ce journaliste avait fait appel.

Rappelons aussi que ce même journaliste avait déjà été condamné pour diffamation envers les responsables de deux petites entreprises, dans lesquelles certains de nos camarades travaillaient, pour avoir écrit dans l'Express qu'ils avaient licencié deux collaboratrices sous prétexte qu'elles avaient des enfants.

(1) L'Express est une filiale du groupe de presse Havas, lui-même filiale du trust Vivendi.